

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 1^{er} juin 2016

CDCPP(2016)6
Addendum 1
Point 5.1. de l'ordre du jour

COMITE DIRECTEUR DE LA CULTURE, DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE
(CDCPP)

CADRE D'INDICATEURS CULTURE ET DEMOCRATIE (CICD)
RESULTATS DU PROJET ET ETAPES SUIVANTES

Pour action

Rapport au Conseil de l'Europe établi par Hertie School

Note du Secrétariat
établie par la
Direction de la gouvernance démocratique
Service des institutions et de la gouvernance démocratiques

*This document is public. It will not be distributed at the meeting. Please bring this copy.
Ce document est public. Il ne sera pas distribué en réunion. Prière de vous munir de cet exemplaire.*

Rapport au Conseil de l'Europe sur
le Cadre d'indicateurs sur la culture et la démocratie (CICD)
établi et présenté par la
Hertie School of Governance

10 mai 2016

Responsable de recherche : Helmut K. Anheier, Hertie School of Governance
Chercheurs : Matthias Haber, Hertie School of Governance et
Michael Hölscher, université de Spire
Chercheurs associés : CJ Yetman, Olga Kononykhina, et Nora Regoes
Responsable de projet : Regina A. List
Adjoints : Sonja Kaufmann, Diego Fernández Fernández et Christopher Ellis

Résumé

Ce rapport présente les travaux réalisés dans le cadre de notre élaboration d'un cadre d'indicateurs sur la culture et la démocratie (CICD). Après examen de cas concrets d'influence de la culture sur la démocratie et l'économie, nous sommes parvenus à la conclusion que, si des efforts de nature diverse ont été faits pour décrire le phénomène, aucun cadre de référence complet n'existe, à ce stade, qui permette d'appréhender les concepts et relations à l'étude par un travail de comparaison à l'échelle internationale. Le CICD vise à combler ce manque, en englobant les nombreux processus et dimensions liés à la culture et à la démocratie. Nous présentons ici une vue d'ensemble des diverses composantes du cadre et des questions d'ordre théorique et méthodologique soulevées par leur élaboration. Nous démontrons, preuves à l'appui, le rôle prépondérant de la culture dans divers aspects de la démocratie et l'utilité, sur le plan pratique, du système d'indicateurs pour les instances décisionnelles.

Ne pas diffuser ni reproduire sans l'accord de la Hertie School of Governance et du Conseil de l'Europe.

Sommaire	
1. Introduction	4
2. Influence de la culture sur la démocratie	5
3. Principaux concepts	6
3.1 Culture	6
3.2 Démocratie	7
4. Cadre global	7
4.1 Principes de conception	9
4.2 Opérationnalisation et mesures	10
5. La relation entre culture et démocratie à l'épreuve	15
6. Conclusion	24
Références	25
Annexe : Résumés des résultats par pays	28

1. Introduction

« Quantifier le rôle de la culture dans les processus de développement est un champ de mines conceptuel. »

(Indicateurs UNESCO de la culture pour le développement (IUCD))

Les éléments permettant d'établir un lien entre la culture et l'état de démocratie au sein d'un pays ne sont pas légion, et le tableau brossé par les travaux existants, bien que fouillé, présente encore des zones d'ombres. Si les études empiriques se sont efforcées de cartographier l'impact de la culture sur la démocratie, à ce stade, aucun cadre de référence complet n'offre la possibilité d'une comparaison internationale. Les recherches menées jusqu'à présent, relativement limitées dans leur nombre et leur portée, n'abordent qu'un aspect parcellaire de la question, pour la plupart au niveau local ou national uniquement. Au surplus, peu de ces travaux s'appuient sur des cadres comparables, en partie en raison de la complexité de définir à la fois la culture et la démocratie.

Ce rapport introduit un nouveau cadre, destiné à l'étude de la relation entre culture et démocratie, une relation complexe qui reste à défricher. Nous l'appelons le Cadre d'indicateurs sur la culture et la démocratie (CICD). Son élaboration, pour laquelle la Hertie School a été mandatée par le Conseil de l'Europe, s'inscrit dans le cadre d'un projet de réflexion visant à définir un ensemble d'indicateurs qui permettront à terme d'évaluer les contributions de la culture à la démocratie, conformément au Programme de travail de la Direction de la gouvernance démocratique du CoE et, plus précisément, du Plan d'action lancé à l'occasion de la 10^e Conférence des ministres de la Culture du Conseil de l'Europe, qui s'est tenue en 2013.

L'objectif du CICD est d'examiner la relation entre la culture et la démocratie et de procéder à un suivi comparatif des tendances en Europe. Le cadre aborde la question de la culture selon deux échelles d'acception, liées mais néanmoins distinctes : une acception « élargie » englobant, entre autres, les valeurs et les convictions, et une acception « étroite », réduite aux objets culturels et à la production artistique. Le CICD permet donc d'examiner dans le détail des formes artistiques spécifiques (littérature, cinéma, etc.), mais aussi de couvrir les questions plus vastes de la culture en relation avec la démocratie. Le cadre est novateur en cela qu'il englobe dans un même tout deux notions larges, celles de la culture et de la démocratie. Les valeurs (acception de la culture au sens élargi) viennent s'ajouter à la manière d'éléments clés pour les deux.

Le cadre subdivise chacun des deux domaines en dimensions : deux dimensions communes, politique et civique, une dimension économique pour la culture et d'état de droit pour la démocratie, ainsi qu'une dernière dimension normative, englobant la liberté et l'égalité. Ces dimensions sont développées en parallèle pour chacun des deux concepts, permettant des analyses détaillées des relations et des tendances. Chaque dimension est ensuite elle-même subdivisée en différentes composantes, quantifiées au moyen d'un ou de plusieurs indicateurs. Notre objectif était de collecter des indicateurs pour différentes unités d'analyse : institutions, organisations et individus. Tous les indicateurs sont agrégés au niveau national et, autant que possible, combinés sous forme d'indices, ce qui améliore la mesure des phénomènes complexes considérés. La structure matricielle globale des domaines, dimensions et composantes permet une réorganisation multiple des indicateurs. Il est ainsi possible de combiner des indicateurs thématiques répartis sur l'ensemble du cadre pour une analyse plus ciblée de la thématique en question. Nous avons cherché, en établissant les indicateurs, à disposer de mesures variées provenant de trois phases distinctes de la culture et de la démocratie : apports, interventions et résultats. Ceci nous permet d'appréhender les processus dynamiques au sein des champs de la culture et de la démocratie à la fois d'un point de vue théorique et empirique.

L'élaboration du CICD se fonde sur un inventaire minutieux de la littérature consacrée à la culture et à la démocratie. Une grande partie du travail a été dévolue à l'examen des indicateurs déjà existants dans le domaine, pour ensuite les intégrer dans le CICD. Le cadre a été dévoilé à un groupe d'experts internationaux, parmi lesquels Pier Luigi Sacco et Guido Ferilli (Institut des Arts, université IULM de Milan), Péter Inkei (Observatoire de Budapest), Philippe Kern (KEA), et Andreas Wiesand (Institut européen de recherche comparative sur la culture, ERICarts)

Il intègre, dans son format final, 177 variables couvrant un large éventail de thématiques et de problématiques utiles aux 37 États membres du Conseil de l'Europe.

2. Influence de la culture sur la démocratie

Nous entendons la culture à la fois dans son acception « étroite », ciblée sur les objets culturels et la production artistique, et dans son acception « élargie », qui englobe à parts égales les normes sociales, les valeurs et les dispositifs institutionnels. Notre définition de la démocratie inclut ses conditions électorales et législatives, mais également des notions plus larges d'idéaux démocratiques et sociaux, qui sous-tendent elles-mêmes celles de liberté, d'ouverture aux autres et d'équité. Ces définitions ne sont pas communes, et les notions contestées et variables de la culture et de la démocratie se prêtent moins à une opérationnalisation prévisible en dehors de termes purement économiques. Le CICD permet également d'opérationnaliser les concepts de culture et de démocratie dans leur acception étroite, et d'analyser leur relation.

La majorité des travaux de recherche effectués dans le domaine de la culture portaient en priorité sur les industries culturelles et leurs retombées économiques sur les PNB ou les taux de chômage des pays (voir à ce propos Statistiques Canada, 2014 ; Ministère britannique de la Culture, des Médias et des Sports, 2014 ; Commission européenne, 2011). Dans le même ordre d'idée, un certain nombre d'études ont analysé l'influence potentielle du secteur de la culture sur les innovations et les perspectives économiques à long terme, révélant que, dans de nombreux cas, les industries culturelles figurent parmi les plus novatrices (Müller, Rammer, et Trüby, 2009), connaissent une croissance plus rapide que celle des autres secteurs (KEA European Affairs, 2006) et créent plus d'emplois et de revenus (Higgs, Cunningham, and Bakhshi, 2008). Ces analyses économiques n'abordent pas, en général, la question plus vaste des influences de la culture, notamment sur l'économie.

Outre ces travaux, des études précédentes avaient décelé certains signes de l'influence de la culture sur les notions démocratiques d'engagement et sur la santé de la société civile, ainsi que ses effets positifs, d'un point de vue social, à plus large échelle. Un certain nombre de recherches conduites au Canada, par exemple, ont tenté un « plaidoyer pour les arts », en cherchant à quantifier les influences des arts non seulement sur l'économie mais également sur des aspects plus vastes de la vie, du bien-être, de la santé, de l'éducation et de la société (voir par exemple Hill Strategies Research, 2014). Leroux et Bernadska (2014) ont appliqué une conception tout aussi étroite de la culture dans le contexte américain, dans l'optique d'établir un lien entre, d'une part, la participation active (c'est-à-dire la pratique des arts) et passive (visites de musées, fréquentation de salles de spectacles, etc.) à la dimension culturelle et, d'autre part, le degré d'engagement civique. Les auteurs soutiennent que chaque activité culturelle (produire une œuvre visuelle, se rendre dans un musée ou jouer dans une pièce de théâtre, par exemple) est liée à la participation dans la société civile, aux mesures de la tolérance sociale et à l'incidence d'un comportement altruiste. Quoique de portée quelque peu limitée, ces études laissent entrevoir des liens de cause à effet prometteurs entre la culture, au sens étroit du terme, et la démocratie. Cette recherche est également intimement liée à la question émergente de l'éducation culturelle (voir par exemple BpB 2014).

L'analyse de la culture dans son sens élargi, en tant que synthèse à la fois de l'activité artistique et de caractéristiques sociales générales, a quant à elle produit nombre de travaux sur l'influence de la culture sur ce que l'on pourrait considérer comme des facettes de la culture démocratique : tolérance, ouverture à l'autre, liberté. Maussen et Bader (2012) se sont par exemple intéressés au cadre institutionnel de l'école dans divers contextes européens et à son rôle sur les processus de discrimination raciale and religieuse. D'autres ont examiné la notion de « classe créative » en tant que phénomène à la fois individuel et spatial (la « cité créative ») et conclu qu'en effet, de telles formes culturelles et urbaines émergentes pouvaient déboucher sur plus de tolérance et d'ouverture (Sharp and Joslyn 2008).

Une autre famille de chercheurs s'est penchée sur la question des liens entre les notions diffuses et contestées de l'identité nationale d'une part, et des idéaux sociaux et démocratiques plus vastes de l'autre, en tentant de les identifier. Ainsi, plusieurs recherches britanniques ont été consacrées à l'étude de l'influence des conceptions divergentes de l'identité nationale (c'est-à-dire, le civique par opposition à l'ethnique) sur le soutien des politiques antidiscriminatoires et d'immigration et sur les concepts du multiculturalisme (Heath et Tilley, 2005). Des travaux similaires conduits à l'échelle internationale ont révélé que la variabilité de conception de l'identité nationale à la fois civique et ethnique au sein des groupes sociaux conditionnait la perception de l'immigration et de la tolérance en général (Lewin-Epstein et Levanon, 2005). Des analyses de caractéristiques culturelles générales ont établi d'autres liens importants entre la culture et d'autres aspects de la démocratie (voir par exemple Ingelhart, 1997 ; Harrison et Huntington, 2000).

Il ressort de cette littérature une volonté de cartographier l'influence de la culture sur la démocratie, mais également une absence de mesures uniformes et comparables capables de venir en appui d'une telle cartographie. La diversité de ces travaux a permis d'identifier les liens cruciaux entre culture et démocratie, qui ne bénéficient pas encore de l'attention qu'ils méritent. Le CICD vise à y remédier, en offrant un cadre complet capable de cerner chaque concept par ses nombreuses facettes, de l'économique au politique en passant par les notions d'engagement citoyen et de liberté.

3. Principaux concepts

3.1 Culture

La plupart des cadres d'inspiration politique s'appuient sur une définition plutôt étroite de la culture (Eurostat, 2007 : 5, par exemple). Cette définition se centre sur les expressions artistiques, matérielles et culturelles, telles qu'on les rencontre dans les secteurs du théâtre, de la littérature, de la musique et de la danse. Pendant longtemps, ce concept s'est également retrouvé au cœur des politiques culturelles. Une extension aux industries dites créatives et culturelles a pu être observée au cours des dernières décennies. Une acception plus large de la culture (Williams, 1967 ; Griswold, 2012 par exemple) est cependant nécessaire, à notre sens, pour appréhender et comprendre la relation qu'elle entretient avec la démocratie.

Le CICD s'attachant à analyser le processus et la formation de la culture, sa définition ne se centre pas sur la culture existante mais sur le processus de production ou d'activité culturelle. On définit, au sens étroit, par culture, toute activité basée sur des valeurs culturelles véhiculant des idéaux de liberté, d'égalité et de pluralisme. Par activité culturelle sont entendues les actions, les produits et les services culturels ainsi que la capacité de création. Il peut s'agir d'activités lucratives ou non, pratiquées par tous types d'individus ou de collectivités. L'activité culturelle prend place dans les dimensions politique, civique et économique, en tant qu'aspect de la liberté et de l'égalité.

Selon Ross (2009 : 134), l'influence de la culture sur nos visions du monde et sur nos valeurs est importante pour la démocratie. La culture au sens élargi inclut non seulement les valeurs, mais également les convictions. Cette dimension élargie aux valeurs est au cœur même de la plupart des définitions de la culture en usage dans les sciences sociales (Kroeber and Kluckhohn, 1952). Les valeurs agissent en ce sens comme une clé de voûte entre les activités culturelles comprises au sens étroit et le comportement démocratique. Dans son acception élargie, la culture peut se définir comme un ensemble de valeurs, de normes et de convictions relativement stables, communes à un groupe (voir Gerhards and Hölscher, 2005). Les valeurs et les convictions ne sont pas considérées comme un domaine à part dans le CICD pour la bonne raison qu'elles recoupent les notions de culture et de démocratie (voir par exemple Almond et Verba, 1989 et les nombreux ouvrages consacrés à la culture politique).

3.2 Démocratie

La conceptualisation et la quantification de la démocratie sont l'occasion de débats animés et récurrents au sein de la communauté des chercheurs en sciences sociales. Pour résumer, il existe deux écoles pour élaborer des mesures quantitatives de la démocratie. La première s'appuie sur une définition minimaliste, principalement axée sur les processus électoraux d'un pays. Les chercheurs s'en revendiquant étudient les campagnes et la participation électorales et cherchent par exemple à savoir si tous les citoyens ont pu voter au suffrage universel, si les élections se sont déroulées selon un processus juste et valable et si les candidats ont été élus au terme d'une compétition saine et équilibrée (voir par exemple Alvarez et. al., 1996 ; Vanhanen, 2000). Mais cette définition étroite ne reflète pas forcément ce que la démocratie signifie pour le grand public. D'autres chercheurs recourent au contraire à une notion maximaliste de la démocratie. Leur approche consiste à examiner de nombreux critères, quantifiables et considérés comme des caractéristiques de démocratie, pour construire une mesure quantitative globale. Des aspects tels que la justice sociale, les libertés fondamentales et les contraintes mutuelles sur les pouvoirs sont considérées aussi indispensables à la démocratie que les processus électoraux (voir par exemple les indices de Freedom House ou du projet « Democracy Barometer »). Cette approche souffre néanmoins de la difficulté à distinguer les aspects essentiels à prendre en compte de ceux par trop éloignés du sens réel de la démocratie (Munck, 2009 : 16-17).

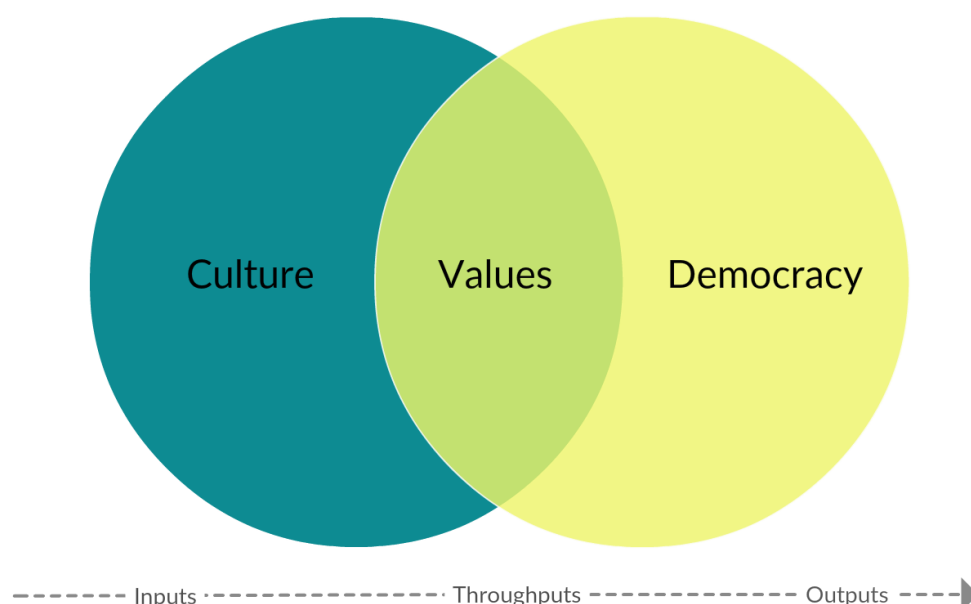
Au vu de ces considérations, nous avons décidé d'appliquer un concept abstrait, structurel et formel qui laisse de la place aux réalisations hétérogènes tout en écartant les définitions plus normatives. Nous définissons la démocratie comme une forme de gouvernement offrant à ses citoyens la possibilité de choisir des représentants qui reflètent leurs valeurs et opinions et influencent les décisions par le biais d'une participation démocratique directe (dimension civique), où la concurrence entre partis est institutionnalisée et le pouvoir exécutif contrôlé (dimension politique), et où les droits civiques et libertés fondamentaux (liberté) sont protégés par une justice indépendante (état de droit).

4. Cadre global

Nous avançons que la culture influence le fonctionnement de la société de manière indépendante et dépendante (via la démocratie), tout comme la démocratie exerce un effet indépendant et dépendant (via la culture).

Le schéma 1 illustre notre conception de la relation entre culture et démocratie. Puisque la culture et la démocratie, toutes deux parties intégrantes de la société, s'entremêlent avec d'autres complexes institutionnels tels que l'état, le marché ou la société civile, la séparation est principalement analytique. Les deux domaines, connectés au niveau de valeurs spécifiques communes, sont liés par une relation sous-jacente de cause à effet articulée en trois phases : apports, interventions, résultats. Concernant la culture, les apports représentent les avantages annexes découlant des activités culturelles et leur bénéficiant à la fois, en termes de lois, de règles et réglementations, et de ressources. Les interventions sont les schémas, processus et pratiques exploitant les apports au bénéfice des activités culturelles. Les résultats sont les fruits des apports et des interventions en termes de capacité de création, d'innovation, d'entretien de l'héritage, de participation culturelle et d'inclusion. De la même manière, les apports démocratiques représentent les avantages annexes qui sont à la fois tirés de la démocratie et profitables à cette dernière, en termes de valeurs, de lois, de règles et réglementations et de ressources, en incluant la légitimité de l'apport. Les interventions englobent les schémas, les processus et les pratiques d'intégration des apports dans les opérations et dans le fonctionnement de la démocratie. Les résultats sont les fruits des apports et des interventions en termes de démocratie : élections régulières, justes et ouvertes, gouvernements viables, inclusion et participation.

Schéma 1 : Le cadre global.



Légendes :

Culture Valeurs Démocratie
 -----Apports-----Interventions-----Résultats----->

Ce cadre sert principalement un but heuristique. Dans la réalité, la culture et la démocratie représentent des processus continus sans points de départ précis ni marqueurs intermédiaires et produits finaux aussi aisément identifiables. À la place, nous observons des séquences temporelles entrelacées dont l'influence sur la société est difficile à identifier, et qui présentent en outre nombre de problèmes d'attribution – sans compter les difficultés, d'ordre conceptuel et méthodologique, à décider si tel ou tel facteur devrait être traité comme un apport plutôt qu'une intervention ou un résultat.

D'un point de vue analytique, le CICD vise à vérifier, sous forme d'un portrait empirique, si les pays sont parvenus à relever les défis de la culture et de la démocratie, en partant pour chacun de cette même chaîne de cause à effet :

Apports → Interventions → Résultats

Il serait plus exact, mais extrêmement ambitieux d'un point de vue méthodologique, d'établir des séquençements temporels avec des attributions précises :

Apports_{temps 1} → Interventions_{temps 2} → Résultats_{temps 3}

La spécification des décalages temporels réels nécessiterait en revanche de nombreuses données supplémentaires, du fait de leurs variations potentielles en fonction des domaines politiques, pays et époques concernés. Même en admettant pouvoir contrôler les multiples facteurs et processus sources de confusion qui interviennent dans chaque relation, il nous serait impossible d'ignorer les effets de bord entre phases. C'est la raison pour laquelle nous ne regroupons pas les composantes individuelles de notre cadre en apports, interventions et résultats, mais prenons simplement en compte ces différentes phases afin de nous assurer de couvrir le processus entier dans la mesure du possible.

4.1 Principes de conception

Afin d'opérer la jonction entre les deux concepts de culture et de démocratie, nous avons développé une structure commune presque parallèle. Plus spécifiquement, nous avons identifié des aspects de la culture et de la démocratie, à savoir quatre dimensions presque similaires pour les deux domaines (voir tableau 1) : politique, civique, économique et liberté - égalité pour la culture, et politique, civique, état de droit et liberté - égalité pour la démocratie.

Tableau 1 : Structure du cadre.

Culture			
Politique	Civique	Economique	Liberté et égalité
Démocratie			
Politique	Civique	Etat de droit	Liberté et égalité

Des composantes principales ont été identifiées au sein de chaque dimension. Ainsi, pour le concept de culture, la dimension politique se subdivise en financement culturel, ouverture culturelle et politique culturelle relative à l'éducation ; la dimension civique se centre sur la participation culturelle et la dimension économique englobe les industries et infrastructures culturelles. La quatrième dimension, englobant la liberté et l'égalité, a été incorporée dans le cadre pour souligner l'importance des idées de pluralisme et d'égalité d'accès à la culture. Elle intègre les composantes d'accès libre à la culture et d'égalité.

La complexité inhérente à tout système d'indicateurs et la nécessité de se prémunir contre les risques qu'il devienne inexploitable se conçoivent aisément. Dans ce contexte, il peut être utile de garder à l'esprit quelques « bonnes pratiques » (voir Anheier, Stanig, et Kayser, 2013 ; Kaufmann et Kraay, 2008) :

- *Priorité conceptuelle*, c'est-à-dire, élaborer un système qui améliore la compréhension et enrichit les connaissances en termes de « valeur ajoutée » ;
- *Adéquation politique*, c'est-à-dire, élaborer des indicateurs utiles aux analystes et décideurs politiques ;
- *Parcimonie*, c'est-à-dire, « en faire le plus avec le moins » en visant la conception la plus élémentaire possible ;
- *Importance*, c'est-à-dire, se centrer sur les aspects réellement critiques de la culture et de la démocratie et sur leurs relations avec les quatre dimensions et les trois phases décrites plus haut ;
- *Définitions*, c'est-à-dire, utiliser des concepts qui se prêtent à des définitions opérationnelles valides ;
- *Transparence*, c'est-à-dire, se montrer explicite quant aux limitations des données utilisées et aux incertitudes associées aux estimations.

Composantes et indicateurs représentent les éléments sous-jacents des quatre dimensions. Chacune de ces mesures est liée à l'une des trois unités distinctes d'analyse : institutions (règles et réglementations, schémas sociaux et culturels par exemple), organisations (structures et outils formels permettant de promulguer les institutions), et individus (y compris les collectifs, comme les groupes ou les professions). Toutes les mesures sont prises en compte au niveau national.

4.2 Opérationnalisation et mesures

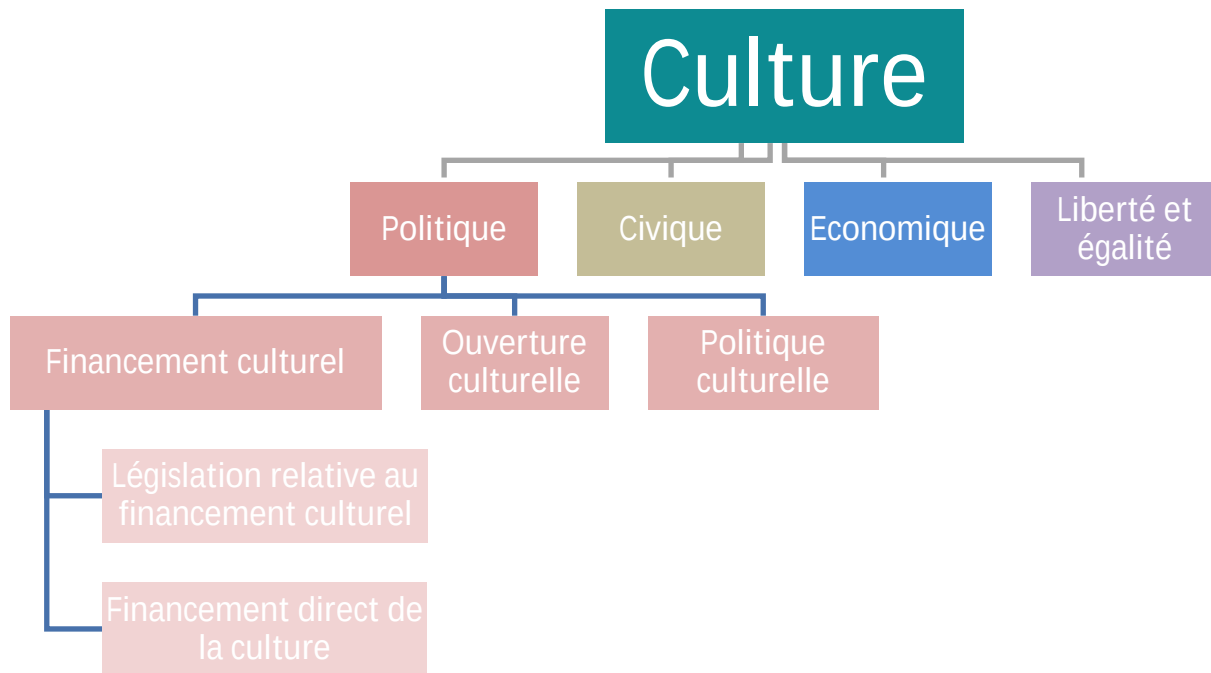
Le CICD est conçu non pas comme un indicateur unique, et encore moins comme un générateur de résultat unique. Il convient plutôt de le voir comme un système reposant sur quatre dimensions distinctes partagées par la démocratie et la culture.

Le principal argument en faveur d'un système de type redondant plutôt que monobloc tient dans la valeur ajoutée supplémentaire qu'apporte l'observation des écarts entre mesures dans chaque dimension. D'un point de vue politique notamment, et pour des raisons conceptuelles, la connaissance des interactions entre dimensions distinctes génère plus d'informations utiles et de recommandations concrètes qu'aucun résultat unique ne le pourrait. Il nous semble judicieux, dans ce contexte, de rappeler l'exemple de Stiglitz et al (2010) : si vous cherchez à connaître les performances de votre voiture, la jauge de carburant et le compteur de vitesse offrent deux critères intéressants ; pour autant, il serait absurde de vouloir les combiner en un seul indice ou score. D'une manière générale, un groupe de mesures sélectionnées avec soin pèse plus de poids, d'un point de vue conceptuel et politique, qu'une seule valeur de score ou de classement. Enfin, notons que, comme cela a été évoqué plus haut, la projection de quatre mesures dans un seul indice global implique une méthodologie complexe. Une approche par régression, où une dimension fournirait les variables dépendantes, et les trois autres les variables indépendantes, soulèverait le même type d'inquiétudes.

Nous avons mûrement réfléchi la définition de nos mesures, afin de pouvoir sélectionner les mesures et les sources de données les plus appropriées. Certaines définitions sont plus élémentaires ou plus directes que d'autres. Les indicateurs de capacité et les mesures de participation sont généralement moins contestées et équivoques que les définitions des mesures relatives à des valeurs. Certains facteurs culturels sont complexes à appréhender en raison de leurs aspects liés au pouvoir, à la religion et aux dispositions. Il nous a fallu rechercher d'autres moyens de définir et de mesurer ceux-ci, afin de voir en quoi les différences de définition et de mesures influencent les estimations des indicateurs.

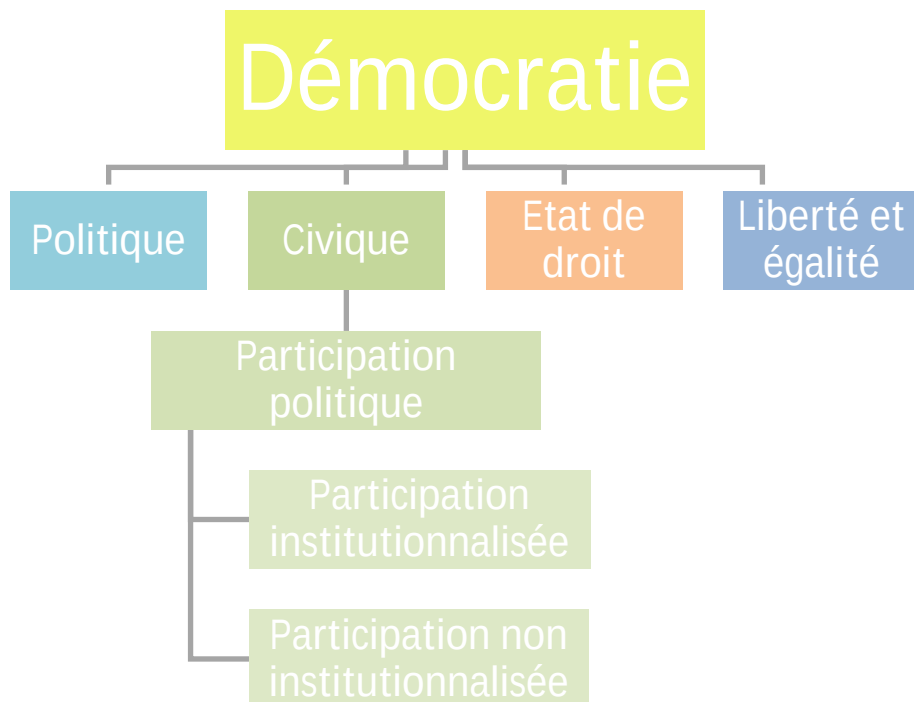
Le schéma 2 illustre un exemple d'arborescence d'indicateurs pour notre concept de culture. Comme expliqué précédemment, nous subdivisons notre domaine principal en quatre dimensions. Chaque dimension comprend des composantes caractérisées par un ou plusieurs indicateurs. Dans notre exemple d'arborescence, la quantification de la composante *Financement culturel* nécessite plusieurs indicateurs distincts, tels que *Législation relative au financement culturel*.

Schéma 2 : Structure du cadre. Culture.



Comme l'illustre la figure 3, la hiérarchie appliquée pour la mesure de la démocratie suit à quelques détails près celle de la culture. Les quatre dimensions (politique, civique, état de droit et liberté et égalité) regroupent plusieurs composantes et indicateurs.

Schéma 3 : Structure du cadre. Démocratie.



Chaque indicateur englobe une ou plusieurs variables. Dans la mesure du possible, et pour garantir la fiabilité des mesures, les indicateurs sont mesurés par des variables provenant au moins de deux sources différentes. Toutes les variables sont répertoriées dans le dictionnaire des codes et classées par concept, composante et indicateur.

Nous nous appuyons sur un large éventail de sources de données (dont la liste complète est disponible dans le dictionnaire de codes) afin de créer les mesures décrites par les nombreux indicateurs du CICD. Chaque phénomène nécessite son propre type de mesures. La confiance en l'autre ne s'estime pas par le biais d'une enquête d'experts, pas plus que l'existence d'un type donné de réglementation ne s'estime par une enquête citoyenne. Nous avons également tenu compte de la faisabilité et de la disponibilité des informations.

Les données d'enquêtes transnationales, tirées d'évaluations ou d'études critiques conduites auprès des citoyens par des organisations, représentent nos sources primaires. Disposer de données au niveau de l'individu nous permet d'estimer les convictions et les attitudes (la confiance dans le gouvernement par exemple) ainsi que le comportement (la participation électorale ou l'affiliation à un parti). Nous évaluons ainsi la confiance au niveau national en étudiant la confiance moyenne déclarée vis-à-vis des services publics, de la police ou d'autres institutions ou organisations. De la même manière, nous estimons la participation politique en nous basant sur le pourcentage de personnes interrogées qui déclarent avoir voté lors de la dernière élection.

Les données d'enquête nous servent également à estimer les gradients de phénomènes donnés en termes de caractéristiques individuelles, comme les revenus ou les niveaux d'éducation atteints. Ainsi, pour mesurer le degré de variabilité de la participation politique dans un pays donné, nous nous intéressons au lien entre, d'un côté, la participation électorale et l'affiliation à un parti politique et, de l'autre, les différences de revenus et l'éducation.

Les données dites « brutes » constituent une des sources secondaires à partir desquelles nos indicateurs sont élaborés. Les étapes que la création de telles mesures implique peuvent varier d'une simple saisie manuelle de constitutions, de textes de lois ou de propositions législatives au « ratissage » plus complexe d'archives électroniques. Ainsi, pour mesurer la « participation institutionnalisée », nous regardons si le système politique d'un pays permet aux citoyens de voter par référendum. De plus, pour évaluer la quantité d'éducation culturelle reçue par un enfant, nous compilons les estimations publiées au niveau national, du fait de l'absence de mesures agrégées directement exploitables.

Nous avons également recueilli les informations provenant d'enquêtes d'experts collectées par des tierces parties. Le fait d'exploiter des données tierces permet d'éviter les efforts redondants et de bénéficier des apports d'autres projets. Certaines données spécifiques (comme celles provenant du « World Justice Project » par exemple) se référant à des détails précis d'une organisation institutionnelle peuvent être combinées à d'autres données de sources différentes.

Enfin, nous avons également eu recours à des indicateurs culturels, économiques, politiques et sociaux existants. Certains de ces indicateurs sont en corrélation directe avec les mesures requises par le CICD. Nous avons dû, pour les autres – les estimations de macro-phénomènes par exemple – nous en remettre à des seconds choix de mesures ou à des approximations. Ainsi, pour quantifier les indicateurs relevant de la dimension économique de la culture, il nous a fallu utiliser les statistiques officielles des forces et de la capacité d'innovation de l'économie créative. De la même manière, pour mesurer les différents aspects des activités culturelles, nous avons extrait de la base de données UIS.Stat de l'Unesco des données portant sur le financement de la recherche dans le domaine des innovations pour un pays donné. Pour la mesure de la force de l'industrie culturelle, nous avons recueilli des données sur la « naissance » de nouvelles entreprises culturelles et sur les exportations de biens culturels dans chaque pays.

Pour développer des métriques comparables au sein de tous les États membres, nous avons évalué chaque indicateur en termes de source de données et de couverture nationale. Nous avons consacré un temps et des efforts considérables pour nous assurer que les données couvraient un large échantillon d'États membres et étaient les plus récentes possibles. Lorsque plusieurs choix de séries temporelles s'offraient à nous, nous avons toujours choisi le point de données disponible le plus récent.

Notre construction de données implique plusieurs étapes de normalisation et d'agrégation. Comme l'expliquent Stanig and Kayser (2013 : 194-5), l'agrégation vise trois objectifs principaux :

- L'extraction du signal par identification d'un noyau commun à partir de diverses mesures imparfaites ;
- La réduction du bruit par la réduction des variations aléatoires combinées de chaque mesure ;
- La mise à l'échelle par l'élaboration d'un système de mesures commun pour les indicateurs mesurés selon différentes échelles, afin de permettre des comparaisons portant sur divers environnements, sur une longue période et avec d'autres indicateurs.

Nous avons tout d'abord procédé à la transformation de toutes les variables pour obtenir une moyenne de 0 et un écart type de 1 (variable centrée réduite). Cette transformation simplifie l'identification des pays dont les scores se situent au-dessus (scores positifs) et en-dessous (scores négatifs) de la moyenne. Nous avons ensuite agrégé toutes les variables individuelles en indicateurs uniques. Les indicateurs ont été à leur tour agrégés en composantes. Enfin, nous avons agrégé les scores des composantes au niveau des quatre dimensions à la fois de la culture et de la démocratie. Les différents scores ont été calculés en prenant la moyenne simple, à pondération égale, de chaque point de donnée. Après examen et discussion d'autres approches, comme les modèles à variables latentes et l'analyse en composantes principales, nous avons finalement tranché en faveur de la méthode d'agrégation, qui nécessite le moins d'hypothèses sur le processus de génération des données et peut être compris et reproduit par les utilisateurs ne maîtrisant que quelques rudiments de traitement des données.¹

Il nous est impossible de présenter, en guise de résultat de notre méthode d'agrégation, nos estimations ponctuelles assorties d'estimations de l'incertitude ou d'intervalles de confiance, un impératif dans la construction d'indicateurs transparents, comme Kaufmann et Kraay (2008) l'exigent à raison. Les estimations de l'incertitude ont pour principale fonction d'identifier les différences réelles de performance de chaque pays. Comme notre but n'est pas de classer les pays mais d'étudier l'influence de la culture sur la démocratie, nous pouvons nous affranchir plus facilement des mesures d'intervalles de confiance.

Notre matrice d'indicateurs par pays (voir la fiche jointe) rend possible une comparaison entre pays sous des éclairages variés. Le cadre offre des possibilités non seulement d'analyse des scores individuels des pays pour chaque dimension, composante ou indicateur, mais aussi de comparaison des performances au sein de différents groupes de pays. Un récapitulatif des performances des pays est joint en annexe. Nous avons pu, dans la majorité des cas, tester la variabilité des performances des indicateurs au sein de pays ou entre les pays, par le biais de comparaisons de performances et d'associations systématiques.

La comparaison des performances s'appuie sur les scores obtenus par un pays donné pour évaluer les performances de chaque composante et indicateur. Il en ressort généralement un classement des pays par ordre décroissant (plus élevé au plus faible, meilleur au pire), révélant les bons et mauvais élèves et ceux classés dans la moyenne. Il s'agit la plupart du temps du principal (sinon seul) moyen pour que les indices de culture et de démocratie et les mesures associées puissent être « utilisés et consommés » par divers publics. Cette méthode offre en outre la possibilité de comparer les performances d'un pays dans un groupe de champs et de domaines politiques variés. Un pays peut ainsi apparaître performant dans un domaine mais moins dans un autre, et il devient possible d'identifier ses forces et faiblesses en termes de performance globale.

Une autre possibilité est celle d'extraire des schémas systématiques entre phénomènes, comprenant des mesures actuellement étrangères au système. On pourrait souhaiter, par exemple, répondre à des questions telles que : les pays présentant des systèmes politiques plus compétitifs tendent-ils à proposer des politiques de réduction de la pauvreté plus efficaces ? La créativité culturelle favorise-t-elle la croissance économique ?

Si le CICD ne permet pas, dans son état actuel, d'identifier des relations causales, il reste beaucoup d'informations intéressantes à glaner d'associations systématiques entre macro-phénomènes. Comme cela a été précédemment suggéré, il est envisageable d'élaborer des scénarios éclairant certaines mesures politiques, réglementations ou innovations à la lumière d'un système d'indicateurs global.

¹ Pour une discussion des avantages et inconvénients des différentes méthodes, voir Salzman, 2003 et Stanig and Kayser, 2013

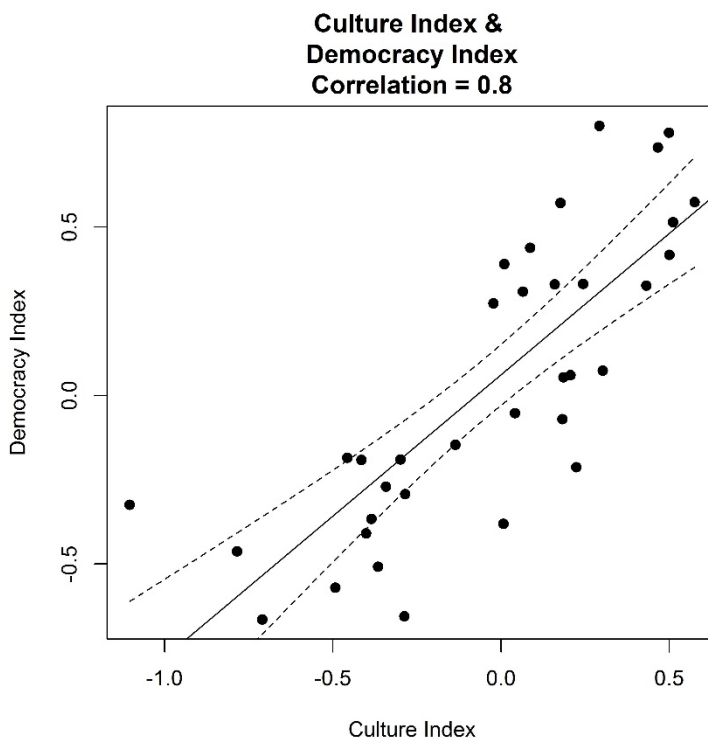
5. Test de la relation entre culture et démocratie

Afin d'évaluer l'influence de la culture sur la démocratie et jauger du potentiel global du CICD pour les décideurs politiques, nous avons formulé et testé une série d'hypothèses. Précisons que les relations empiriques exposées dans les quelques pages qui suivent ne sont pas des relations causales directes. Il convient d'interpréter les corrélations comme des probabilités, comme l'évidence d'un ou plusieurs mécanismes sous-jacents. Quoi qu'il en soit, elles peuvent servir à évaluer l'utilité globale du CICD et à déterminer dans quelle mesure il se prête à l'examen de relations intéressantes entre la culture et la démocratie.

L'idée n'est pas de présenter les résultats les plus importants eu égard aux données disponibles, pas plus que les hypothèses les plus ingénieuses. L'objectif en est de mettre en lumière comment utiliser le CICD pour traiter des relations intéressantes à différents niveaux. La première hypothèse porte sur la relation globale entre culture et démocratie :

H1 : La performance globale d'un pays sur le plan démocratique est liée à sa performance sur le plan culturel

Schéma 4 : La relation entre culture et démocratie



Légendes :

Indices de culture et de démocratie (corrélation = 0,8)

- Indice de démocratie

- Indice de culture

Pour tester ces hypothèses, nous avons agrégé les scores de chaque pays dans chacune des quatre dimensions de la culture et de la démocratie. Nous avons ensuite estimé la force de la relation linéaire entre les deux domaines. Le schéma 4 illustre les résultats de cette estimation pour notre échantillon de 37 pays. Les points matérialisent chacun un pays, le trait plein au centre représente la droite de régression et les tracés en pointillés sont les intervalles de confiance. Le coefficient de corrélation de 0,8 indique une forte corrélation entre culture et démocratie et la pente de la régression linéaire, une relation linéaire positive. Afin de savoir si cette relation s'étend à des niveaux inférieurs du cadre, nous avons testé un jeu complet d'hypothèses à l'aide des scores obtenus au niveau des composantes et des indicateurs.

Notre deuxième hypothèse nous sert à tester la relation entre la participation aux activités culturelles et la participation aux activités démocratiques.

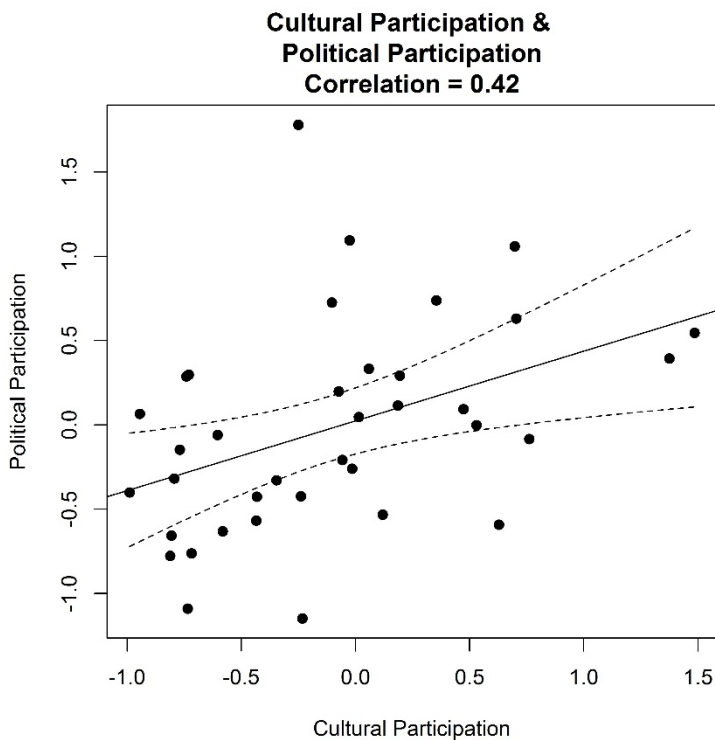
H2 : La participation dans les activités culturelles débouche sur plus de participation dans des activités démocratiques

Depuis Tocqueville, qui pointait l'importance de la culture pour la construction démocratique, peu d'études ont été consacrées à l'examen de la corrélation entre ces deux catégories. Une exception notable est l'étude de Silva et ses collègues, qui souligne que l'action politique démocratique est promue par l'appartenance à des associations culturelles. Ceux-ci sont parvenus à la conclusion que, bien plus que la plupart des autres types d'associations, les organisations culturelles favorisent l'épanouissement d'un large éventail de valeurs civiques (Silva, Clark, & Cabaço, 2014: 343).

La participation politique en tant que concept doit tenir compte de différences nationales au niveau des institutions politiques et de l'existence de possibilités légales de s'impliquer sur le plan politique. Donc, pour expliquer les différences entre les pays en matière d'activités politiques, il est important de mesurer différents indicateurs, comme le taux de participation aux élections et l'utilisation effective de pétitions et de référendums publics ; mais, ces indicateurs peuvent être biaisés ou n'appréhender qu'un aspect particulier de la participation. Pour notre exemple, nous nous basons sur les scores obtenus pour la composante de participation politique.

Le schéma 5 illustre la corrélation entre la participation aux activités culturelles, d'une part, et aux activités politiques, d'autre part. Les deux formes de participation sont positivement liées et la corrélation est moyenne ($r=0,42$). Cela vient à l'appui de l'argument que nous avons avancé, selon lequel une active participation culturelle est susceptible de promouvoir une prise de conscience des valeurs communautaires et civiques et, par effet de retour, l'engagement politique.

Schéma 5 : Participation culturelle et engagement politique dans la société.

**Légendes :**

Participation politique et participation culturelle (corrélation = 0,42)

- Participation politique

- Participation culturelle

Avec l'apparition de la crise financière et économique mondiale, les gouvernements et les chercheurs ont commencé à affirmer que la croissance économique n'était ni le seul ni même, peut-être, le plus important objectif à atteindre pour la société. La question d'aspects du bien-être tels que la santé et le bonheur se sont même peu invités dans les débats. De nombreuses études affirment que la démocratie est un ingrédient indispensable au bien-être des citoyens (Owen, Videras, & Willemsen, 2008). Orviska et ses collègues, par exemple, avancent que la démocratie a une incidence positive sur le bien-être subjectif. En s'appuyant sur des données tirées de la World Values Survey, ils observent que la satisfaction démocratique régionale a des répercussions à la fois sur le bonheur individuel et sur le sentiment d'être heureux dans la vie (Orviska, Caplanova, & Hudson, 2014). Dans le même état d'esprit, Dorn et ses collègues constatent un effet significatif de la démocratie sur le bien-être et la satisfaction eu égard à la vie après avoir contrôlé des variables socio-économiques, démographiques et culturelles (Dorn, Fischer, Kirchgässner, & Sousa- Poza, 2007).

Nous pouvons également supposer que la culture a une influence importante sur ce résultat. Reuband, par exemple, montre que la satisfaction eu égard à la vie (et le bien-être) dans trois villes allemandes est en relation avec la participation culturelle, même lorsque l'on prend en compte le genre, l'âge et l'instruction (Reuband, 2013). Il avance comme argument que la participation aux activités culturelles va de pair avec l'accumulation de capital social. Cette théorie fait écho à la thèse de Gundelach et Krainer, qui affirme que le capital social est le facteur essentiel de prédiction du bonheur (Gundelach & Kreiner, 2004).

Nous avançons, dans le cadre de nos troisième et quatrième hypothèses, que la participation dans des activités culturelles et politiques – respectivement – se répercute positivement sur le sentiment de bien-être des individus.

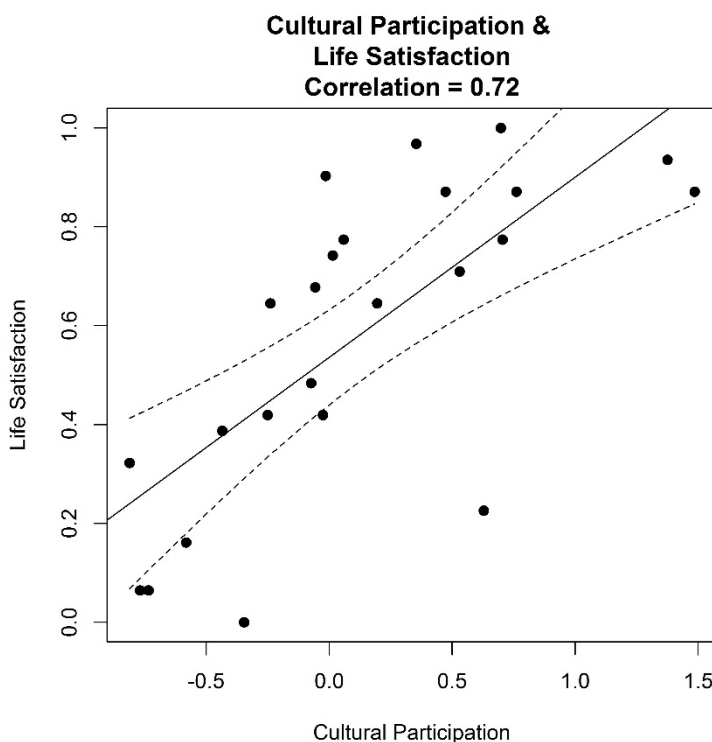
H3a : Les Etats avec des taux plus élevés de participation culturelle tendent à afficher des taux supérieurs de bien-être

H3b : Les Etats avec des taux plus élevés de participation politique tendent à afficher des taux supérieurs de bien-être

Nous avons mesuré le bien-être en nous appuyant sur l'indicateur du « vivre mieux » de l'OCDE (OCDE, 2015) qui permet aux individus de comparer les performances des pays selon leurs préférences, définies en termes de conditions d'une vie meilleure. Le schéma 6 indique la valeur moyenne de cet indicateur en fonction de notre indice de participation culturelle. Les résultats révèlent une forte corrélation entre les deux indices (0,72) et une relation positive, ce qui conforte l'hypothèse selon laquelle la participation culturelle contribue à une satisfaction accrue eu égard à la vie.

Comme nous pouvons le constater grâce au schéma 7, il existe une relation positive similaire concernant l'influence de la participation politique et de la satisfaction à l'égard de la vie, malgré un coefficient de corrélation moindre ($r=0,46$).

Schéma 6 : Participation culturelle et satisfaction à l'égard de la vie



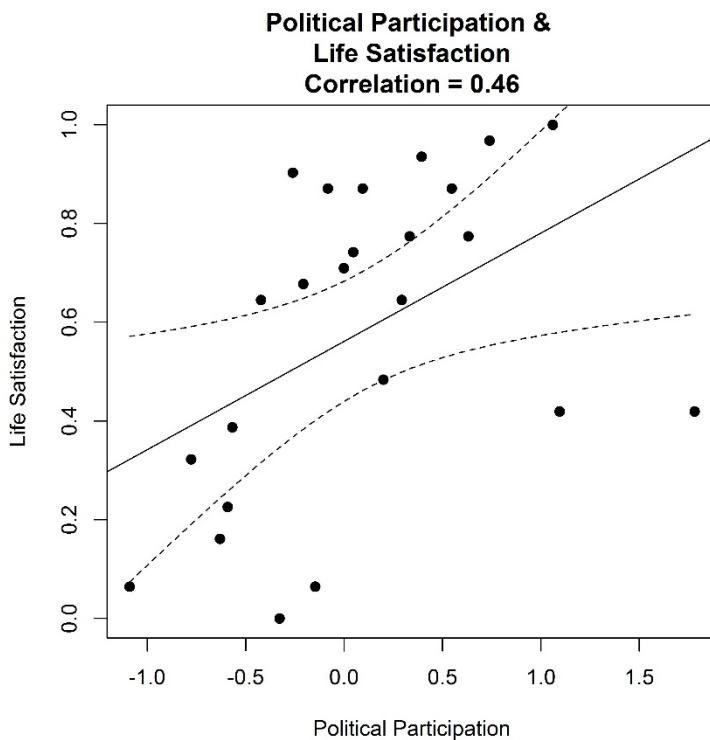
Légendes :

Participation culturelle et satisfaction à l'égard de la vie (corrélation = 0,72)

- Satisfaction à l'égard de la vie

- Participation culturelle

Schéma 7 : Participation politique et satisfaction à l'égard de la vie

**Légendes :**

Participation politique et satisfaction à l'égard de la vie (corrélation = 0,46)

- Satisfaction à l'égard de la vie
- Participation politique

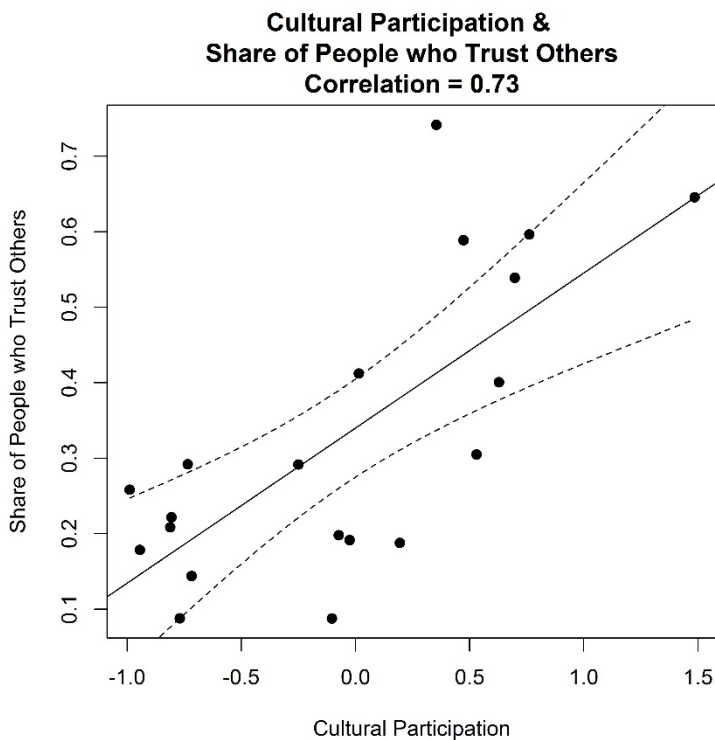
Notre hypothèse suivante porte sur la corrélation entre participation culturelle et capital social. Robert Putnam définit le capital social comme « les caractéristiques d'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance sociale qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutuel » (Putnam 1994). Adoptant une vision étroite du capital social, nous nous centrons, pour notre cinquième hypothèse, sur la relation entre participation culturelle et la confiance :

H4 : La participation dans des activités culturelles conduit à des sociétés plus confiantes.

Dans ses travaux, Putnam identifie un seuil de confiance en l'autre minimal qu'il est nécessaire d'atteindre pour apaiser les peurs personnelles et améliorer la sécurité et la cohésion au sein des communautés, et donc assurer le bon fonctionnement d'une société. Nous mesurons la participation culturelle telle que mentionnée ci-dessus et utilisons le pourcentage d'individus confiants en son prochain, une donnée tirée de la World Values Survey, pour quantifier la confiance en l'autre.

Le schéma 8 conforte l'hypothèse selon laquelle la participation à des activités culturelles est fortement liée à la confiance en autrui ($r = 0.73$). Les pays qui présentent un taux de participation culturelle élevé affichent également des degrés élevés de confiance en l'autre parmi leurs populations.

Schéma 8 : Participation culturelle et société confiante.

**Légendes :**

Participation culturelle et proportion de personnes qui ont confiance dans autrui (corrélation = 0,73)

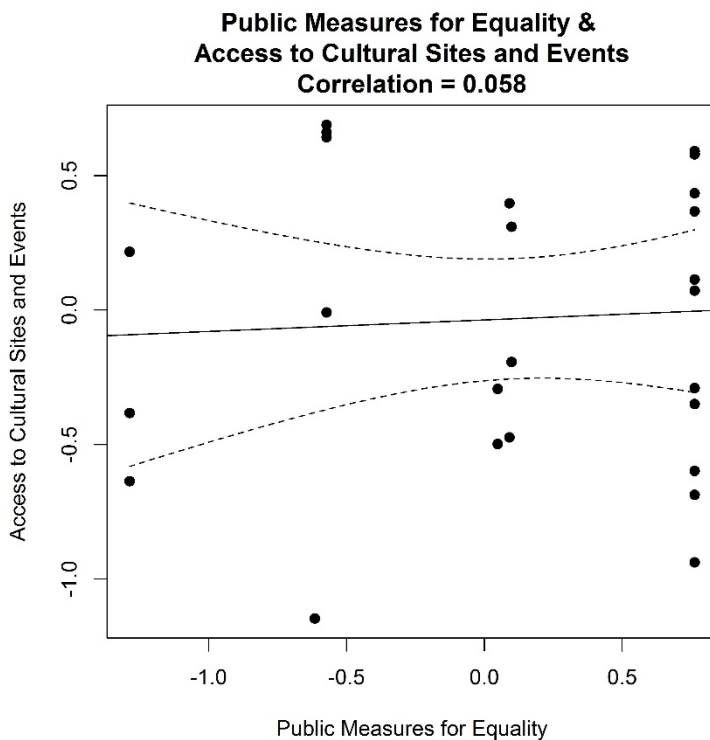
- Proportion de personnes qui ont confiance dans autrui
- Participation culturelle

Les deux précédents jeux d'hypothèses analysaient les relations entre culture, démocratie et capital social. Les deux prochains se centrent sur les interactions à l'œuvre uniquement dans le domaine culturel.

Un certain nombre d'études portant sur la participation culturelle ont démontré que l'activité culturelle varie en fonction du niveau d'instruction des individus, de leur statut professionnel et de leur aisance (Coulangeon, 2013 ; Danielsen, 2008 ; DiMaggio & Useem, 1978). Notre cinquième hypothèse répond à notre volonté de comprendre si l'existence d'un cadre constitutionnel qui protège les groupes minoritaires de la discrimination et des traitements inégaux mène à un degré moindre d'inégalité dans l'accès à la culture et la représentation culturelle (Moghadam & Senftova, 2015) :

H5: Les pays appliquant des politiques d'intégration sont plus égalitaires en termes d'accès à la culture et de représentation culturelle que les pays ne disposant pas de telles politiques.

Schéma 9 : Effet des politiques d'intégration sur l'égalité de l'accès à la culture.

Légendes :

Mesures publiques en faveur de l'égalité et accès aux sites et manifestations culturels (corrélation = 0,058)

- Accès aux sites et manifestations culturels
- Mesures publiques en faveur de l'égalité

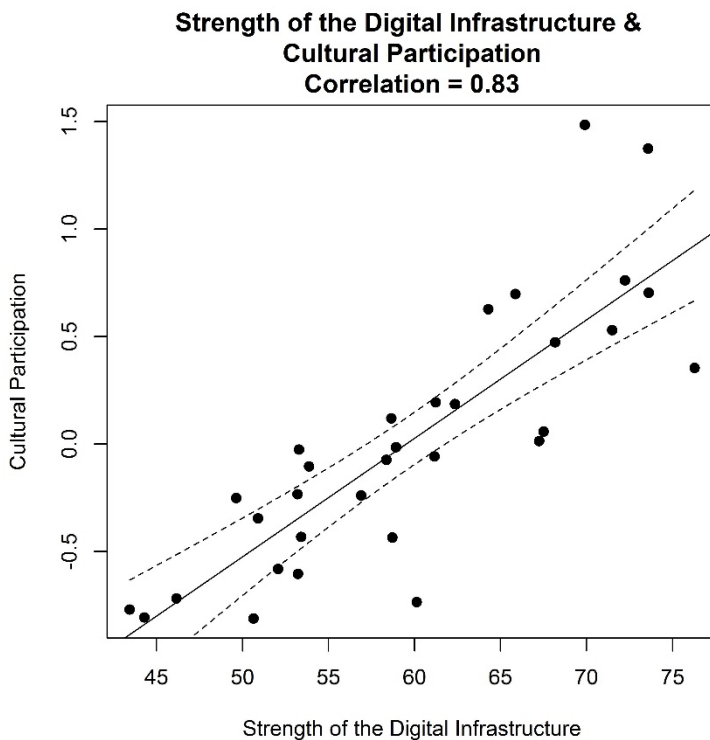
Comme l'illustre le schéma 9, il n'existe aucune corrélation évidente ($r = 0.06$) entre l'existence de programmes gouvernementaux en faveur de l'égalité et un niveau plus égalitaire d'accès à la culture. Aucun élément concret ne permet d'avancer que les politiques gouvernementales destinées à aborder les problèmes d'inégalité peuvent favoriser un accès plus égalitaire à la culture. Nos résultats prennent en quelque sorte le contrepied de précédentes études, qui concluaient que les institutions garantissant des libertés et droits juridiques fondamentaux constituaient des rouages importants de la lutte contre des taux de participation inégale (Danielsen, 2008 ; Jancovich, 2011 ; Looseley, 2004).

Nous approfondissons davantage la question de la relation entre les différentes composantes culturelles avec notre sixième hypothèse :

H6 : Le niveau de participation culturelle d'une société est proportionnel à son degré de numérisation.

L'internet est devenu l'une des vitrines les plus importantes pour les artistes. En parallèle, les institutions culturelles doivent faire face à un défi : devenir utile à un groupe élargi d'individus provenant d'horizons divers. Elles doivent en conséquence répondre à de nouveaux besoins de communication. La capacité des artistes et des institutions à séduire de nouveaux publics dépend de la disponibilité d'une solide infrastructure numérique. La numérisation permet également aux individus peu mobiles ou disposant de ressources limitées de participer à des activités culturelles, de manière à la fois active et passive. En toute logique, le niveau de participation culturelle devrait donc être proportionnel au niveau de numérisation.

Schéma 10 : Numérisation et participation culturelle.

**Légendes :**

Développement de l'infrastructure numérique et participation culturelle (corrélation = 0,83)

- Participation culturelle
- Développement de l'infrastructure numérique

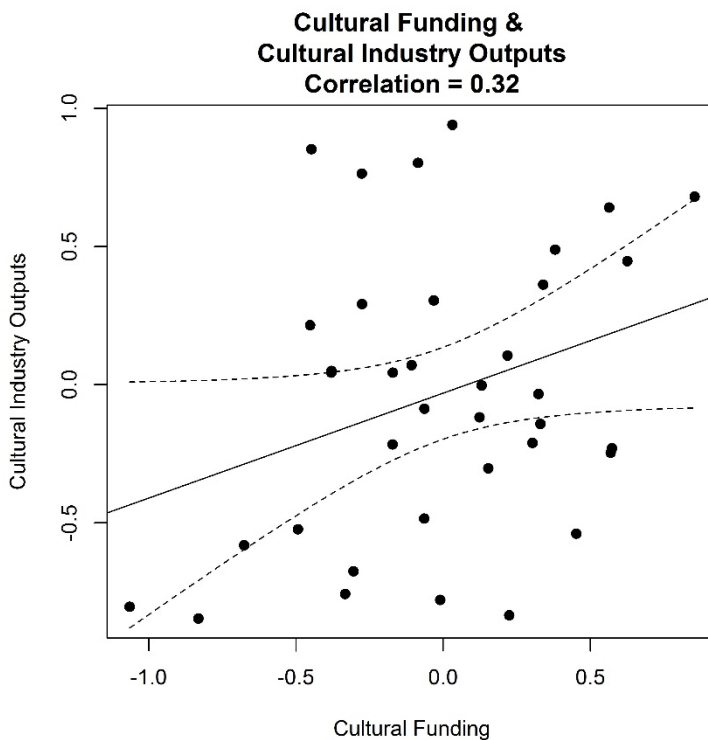
Le schéma 10 corrobore notre hypothèse. La numérisation (mesurée, entre autres, par la part de foyers équipés d'un accès internet, le pourcentage d'internautes et l'activité sur les médias sociaux) est fortement corrélée ($r = 0.83$) au taux de participation culturelle et, comme l'indique la pente de régression, exerce une grande influence linéaire sur ce taux.

Enfin, notre dernière hypothèse nous permet de sonder l'efficacité et l'efficience des investissements culturels en examinant la relation entre les dépenses culturelles publiques et la compétitivité de l'industrie culturelle d'un pays. En période de turbulences et de volatilité économiques, les budgets publics sont confrontés à une pression croissante. De nombreux pays doivent veiller à ce que leurs ressources soient dépensées avec le plus d'efficacité et d'efficience possible. Nous mettons donc l'hypothèse suivante à l'épreuve, pour découvrir si les dépenses culturelles publiques sont corrélées avec la santé de l'industrie culturelle :

H7 : L'augmentation des fonds publics alloués à la culture se traduit par de meilleurs résultats pour l'industrie de la culture.

Nous avons exploité des données du Compendium des politiques et tendances culturelles en Europe pour créer une mesure du financement culturel public. Notre mesure des résultats de l'industrie culturelle englobe des données Eurostat sur le commerce extra-UE de biens culturels et le chiffre d'affaires du secteur de l'édition en tant que part de la production totale.

Schéma 11 : Financement culturel public et résultats de l'industrie de la culture.

**Légendes :**

Financement culturel et résultats de l'industrie de la culture (corrélation = 0,32)

- Résultats de l'industrie de la culture
- Financement culturel

La variation entre les différents pays illustrée sur le schéma 11 suggère que les résultats de l'industrie culturelle et le financement culturel public ne sont que faiblement, bien que positivement, corrélés ($r = 0.32$). Quelques pays affichent d'excellents résultats malgré de faibles investissements, ce qui invite à penser que des investissements plus conséquents n'améliorent pas systématiquement les performances de l'industrie culturelle. Ceci est révélateur du considérable potentiel d'amélioration de l'efficacité dans le financement culturel public.

En résumé, nous avons obtenu la preuve manifeste que la culture et la démocratie sont intimement liées et qu'une culture active sert la qualité de la démocratie, le bien-être individuel et la confiance en son prochain. Il est important de mentionner que nos analyses sont des mesures d'association et non de causalité. Nous ne pouvons affirmer avec certitude qu'une participation culturelle élevée mène à une qualité démocratie élevée, ou inversement, ni quels autres facteurs modulent cette relation. Des recherches plus approfondies et des analyses plus complètes sont nécessaires avant de pouvoir porter un tel jugement.

6. Conclusion

Nous avons, à travers le présent rapport sur le CICD, offert un aperçu des diverses composantes du cadre, ainsi que des questions d'ordre théorique et méthodologique que son élaboration ont soulevées. Nous avons également montré en quoi le système d'indicateurs pouvait être utile à l'étude des relations entre et au sein des domaines de la culture et de la démocratie. Ces recherches initiales apportent la preuve flagrante que la culture joue un rôle prépondérant sur divers aspects de la démocratie. Les résultats amènent à penser que le CICD peut constituer, pour les décideurs politiques, un outil pratique à la fois d'analyse de données concrètes et de prise de décisions, pour savoir où investir et quelles institutions bâtir.

Pour autant, un certain nombre de mises en garde s'imposent, en complément de celles formulées dans le rapport. L'une d'elle porte sur les hypothèses de causalité. Sous sa forme actuelle, le cadre ne peut être utilisé pour vérifier si des changements dans les comportements culturels font évoluer la manière dont la démocratie fonctionne. Ce type de relation nécessiterait l'ajout de données temporelles supplémentaires. Qui plus est, et bien que notre jeu de données soit déjà conséquent et englobe de multiples aspects et thèmes, des informations sur un certain nombre de domaines clés de la culture manquent encore. C'est le cas, notamment, de nos données sur les activités et préférences des organisations de la société civile, relativement peu nombreuses. Il existe une pénurie générale concernant les données comparatives sur ces organisations, dont les seules informations ne peuvent provenir que de services statistiques nationaux ou d'instruments d'enquête inédits. Il convient également de garder à l'esprit que le fait de se concentrer uniquement sur les aspects quantifiables de la culture pose des risques de simplification excessive ou de méprise. Quant à l'examen critique des évaluations actuelles dans l'éducation (PISA par exemple), elle nécessite également que nous reconnaissons la nature qualitative de la culture.

Références

- Almond, G. A., and Verba, S. (1989[1963]). *The Civic Culture. Political Attitudes and Democracy in Five Nations*. Newbury Park: Sage
- Anheier, H. K., Stanig, P., and Kayser, M. (2013). 'Introducing a New Generation of Governance Indicators', in Hertie School of Governance (ed), *The Governance Report 2013*. Oxford: Oxford University Press, 117–48.
- Alvarez, M., Cheibub, J. A., Limongi, F., and Przeworski, A. (1996). Classifying Political Regimes. *Studies in Comparative International Development* 31 (2), 1-37.
- BpB (Bundeszentrale für Politische Bildung) [site internet]. Dossier Kulturelle Bildung. Tiré de : <http://www.bpb.de/gesellschaft/kultur/kulturelle-bildung/> (consulté le 15 décembre 2014).
- Commission européenne (2011). Cultural Statistics, édition 2011. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Eurostat (2007). *Pocketbook Cultural Statistics*. Paris: Eurostat. Gerhards, J., and Hölscher, M. (2005). *Kulturelle Unterschiede in der Europäischen Union: ein Vergleich zwischen Mitgliedsländern, Beitrittskandidaten und der Türkei*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Griswold 2012. *Cultures and Societies in a Changing World*. 4th ed. Thousand Oaks/London/New Delhi: Pine Forge Press.
- Harrison, L. E., & Huntington, S. P. (2000). *Culture matters*. New York: Basic Books.
- Heath, A., and Tilley, J. (2005). 'British National Identity and Attitudes Towards Immigration', *International Journal on Multicultural Societies*, 7(2): 119-32).
- Higgs, P. L., Cunningham, S. D., and Bakhshi, H. (2008). *Beyond the creative industries: Mapping the creative economy in the United Kingdom*. London: NESTA.
- Hill Strategies Research (2014). *Plaidoyer en faveur des arts : Données probantes canadiennes sur la relation entre les arts, la qualité de vie, le bien-être, la santé, l'éducation, la société et l'économie* Rapport établi par les Organismes publics de soutien aux arts du Canada. Ottawa : OPSAC.
- Ingelhart, R. (1997). *Modernization and Postmodernization. Cultural Economic and Political Change in 43 Societies*. Princeton: Cornell University Press.
- Kaufmann, D., and Kraay, A. (2007). 'Governance Indicators: Where Are We, Where Should We Be Going?', *The World Bank Research Observer*, 23(1): 1-30.
- KEA European Affairs (2006). *The Economy of Culture in Europe*. Brussels: KEA.

- Kroeber, A. L., and Kluckhohn, C. (1952). *Culture: A Critical Review of Concepts and Definitions*. Cambridge, MA: Peabody Museum of American Archeology and Ethnology.
- Leroux, K., and Bernadska, A. (2014). 'Impact of the Arts on Individual Contributions to US Civil Society', *Journal of Civil Society*, 10(2): 144–64.
- Lewin-Epstein, N., and Levanon, A. (2005). 'National Identity and Xenophobia in an Ethnically Divided Society', *International Journal on Multicultural Societies*, 7(2): 90-118.
- Maussen, M., and Bader, V. (2012). *Tolerance and Cultural Diversity in Schools: Comparative Report*. Florence: European University Institute.
- Müller, K., Rammer, C., and Trüby, J. (2009). 'The role of Creative Industries in Industrial Innovation'. *Innovation: Management, Policy and Practice*, 11: 148-68.
- Munck, G. (2009). *Measuring Democracy: A Bridge Between Scholarship and Politics*. Baltimore
- Putnam, R. D., Leonardi, R, and Nanetti, R. Y. (1994). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Cornell University Press.
- Ross, M. H. (2009). 'Culture in Comparative Political Analysis', in M. I. Lichbach, and A. S. Zuckermann (eds), *Comparative Politics: Rationality, Culture, and Structure*. 2nd ed. Cambridge: Cambridge University Press, 134–161.
- Salzmann, J. (2003). *Methodological Choices Encountered in the Construction of Composite Indices of Economic and Social Well-Being*. Publication présentée lors de la conférence de l'Association canadienne d'économique, 31 mai 2003.
- Sharp, E. B., and Joslyn, M. R. (2008). 'Culture, Segregation, and Tolerance in Urban America', *Social Science Quarterly*, 89(3): 573-91.
- Stanig, P. (2014). 'Governance Indicators', in Hertie School of Governance (ed), *The Governance Report 2014*. Oxford: Oxford University Press, 111-49.
- Stanig, P., and Kayser, M. (2013). 'Governance Indicators: Some Proposals', in H. K. Anheier (ed), *Governance Challenges and Innovations: Financial and Fiscal Governance*. Oxford: Oxford University Press, 189-220.
- Statistiques Canada (2014). *Compte satellite de la culture du Canada, 2010. Comptes des revenus et dépenses, série technique, catalogue n° 13-604-M – n° 75*. Ottawa : Statistiques Canada.
- Stiglitz, J. E., Sen, A., and Fitoussi, J.-P. (2010). *Mismeasuring our Lives: Why GDP doesn't add up*. New York: New Press.
- UNESCO [site internet]. Culture for Development Indicators. Seven Connected Dimensions. Tiré de : <http://www.unesco.org/new/en/culture/themes/cultural-diversity/cultural-expressions/programmes/culture-for-development-indicators/seven-dimensions/> (consulté le 15 décembre 2014).

United Kingdom Department for Culture, Media and Sport (2014). *Creative Industries: Focus on Employment*. London: Department for Culture Media and Sport.

Vanhanen, T. (2000). A new dataset for measuring democracy, 1810-1998. *Journal of Peace Research* 37 (2), 251-265.

Wiesand, A. (2014). Towards a “European Cultural Vitality Index”? Feasibility Study, prepared for the European Cultural Foundation. October 2014. Bonn: European Institute for Comparative Cultural Research.

Williams, R. (1967). *Culture and Society: 1780 - 1950*. London: Chatto and Windus.

Annexe : Résumés des résultats par pays

Albanie

Même si, dans les domaines de la culture et de la démocratie, l'Albanie a obtenu des résultats globaux qui sont parmi les plus faibles de l'échantillon, en ce qui concerne la dimension civique du domaine de la démocratie, elle se situe au-dessus de la moyenne. Les résultats de l'Albanie ont légèrement bénéficié, dans le domaine de la culture, de ses résultats supérieurs à la moyenne pour la composante de la législation relative au financement de la culture ainsi que, dans le domaine de la démocratie, de ses résultats relatifs à la participation à des activités non institutionnelles comme les manifestations et les pétitions. Toujours dans le domaine de la culture, son résultat bien en dessous de la moyenne pour la dimension politique correspond aux faibles résultats qu'elle a obtenus en matière de politique d'éducation culturelle et de financement direct de la culture, ce qui est sans doute prévisible pour un pays à revenu faible. Pour la dimension économique, la faible production de l'industrie culturelle albanaise a fait chuter ses résultats en dessous de la moyenne.

Autriche

Le résultat de l'Autriche dans le domaine de la démocratie se situe bien au-dessus de la moyenne, tandis que ceux qu'elle a obtenus dans le domaine de la culture se rapprochent de la moyenne. Pour la dimension de la liberté et de l'égalité dans le domaine de la culture, elle se démarque singulièrement, en particulier en ce qui concerne ses mesures publiques pour promouvoir l'égalité. En revanche, ses résultats inférieurs à la moyenne sur la dimension économique sont liés à la petite taille et à la faible production de l'industrie culturelle. Pour la dimension politique, l'Autriche se place au-dessus de la moyenne en partie grâce au niveau supérieur à la moyenne de ses dépenses pour la culture et à sa législation pour encourager le financement de ce secteur. Enfin, son résultat moyen sur la dimension civique est la somme de résultats inférieurs à la moyenne en ce qui concerne l'intérêt porté aux autres cultures, ainsi que de résultats légèrement supérieurs à la moyenne en matière de participation culturelle (bien que la participation passive de la part des citoyens soit élevée).

Belgique

Dans le domaine de la culture, les résultats globaux de la Belgique atteignent presque la moyenne. En les analysant, on trouve des résultats légèrement supérieurs à la moyenne pour la dimension civique et la dimension de la liberté et de l'égalité, et des résultats moyens pour les dimensions économique et politique. Pour ce qui est de la dimension civique, les résultats supérieurs à la moyenne concernant l'expression et la création artistiques ont baissé du fait du résultat proche de la moyenne de la participation passive. Malgré un résultat supérieur à la moyenne pour sa politique d'éducation, les résultats beaucoup plus faibles concernant les mesures liées à la politique culturelle, notamment pour instaurer un environnement favorable au financement, font baisser les résultats de la dimension politique. Dans le domaine de la démocratie, la Belgique a obtenu des résultats supérieurs à la moyenne pour tous les indicateurs, en particulier dans la dimension de la liberté et de l'égalité et la dimension politique.

Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine présente des résultats inférieurs à la moyenne dans les deux domaines de la culture et de la démocratie en comparaison des autres Etats membres du Conseil de l'Europe. Dans la dimension civique du domaine de la culture, par exemple, si les citoyens participent plus à des activités bénévoles que ceux d'autres pays de l'échantillon, ils sont moins activement engagés dans la créativité culturelle en ligne. De plus, pour ce qui est de la dimension économique, la taille de l'infrastructure culturelle et la production de l'industrie culturelle sont légèrement inférieures à la moyenne.

Bulgarie

Dans les deux domaines de la culture et de la démocratie, les résultats de la Bulgarie sont inférieurs à la moyenne. Dans les quatre dimensions du domaine de la culture, le pays se situe en dessous de la moyenne, et même nettement en dessous de la moyenne pour la dimension de la liberté et de l'égalité et la dimension civique. En observant la dimension civique de plus près, on trouve des résultats relativement faibles pour tous les indicateurs, toutefois, la Bulgarie est proche de la moyenne en ce qui concerne la participation culturelle en ligne. En revanche, pour la dimension politique, les résultats concernant la politique d'éducation culturelle sont supérieurs à la moyenne.

Croatie

La force de la Croatie dans le domaine de la culture tient globalement à la dimension politique, notamment aux résultats plus élevés en matière de politique d'éducation culturelle et de législation relative au financement. Pour la dimension civique du domaine de la culture, la créativité en ligne n'a pas atteint le niveau élevé de la participation culturelle en ligne, et l'engagement citoyen non politique par le bénévolat et les dons est parmi les plus faibles de tous les pays du Conseil de l'Europe. Les résultats inférieurs à la moyenne dans le domaine de la culture se manifestent aussi dans la dimension économique et dans la dimension de la liberté et de l'égalité, avec des résultats inférieurs à la moyenne pour la taille et la production de l'industrie culturelle et de grandes inégalités d'accès aux sites et aux événements culturels.

Chypre

Chypre a obtenu des résultats au-dessus de la moyenne dans le domaine de la démocratie mais en dessous de la moyenne dans le domaine de la culture. Dans la dimension civique du domaine culturel, les résultats concernant l'engagement citoyen non politique, la participation et la créativité en ligne et l'intérêt porté aux autres cultures sont supérieurs à la moyenne, mais tous les autres indicateurs pour lesquels les données étaient disponibles sont situés tout juste à la moyenne ou bien en dessous, comme dans le cas de la participation culturelle passive. Pour la dimension politique, les dépenses publiques pour la culture représentent un point fort, tandis que les autres indicateurs relatifs aux politiques sont généralement inférieurs à la moyenne. Pour la dimension de la liberté et de l'égalité, les résultats bien supérieurs à la moyenne témoignent d'une grande égalité dans l'accès à la culture. Enfin, malgré des résultats moyens pour l'indicateur des biens immatériels, les résultats de l'industrie culturelle du pays, dont la taille et la production sont relativement petites, font baisser les résultats de la dimension économique.

République tchèque

Derrière un résultat moyen dans le domaine de la culture se cachent des résultats disparates dans les quatre dimensions de ce domaine. Les résultats supérieurs à la moyenne de la dimension de la liberté et de l'égalité reflètent avant tout l'existence de mesures publiques visant à promouvoir l'égalité. En ce qui concerne la dimension économique, la taille et la production de l'infrastructure culturelle du pays, ainsi que les résultats relatifs aux biens immatériels, sont dans la moyenne. Dans la dimension politique, les dépenses publiques pour la culture et la politique d'éducation culturelle se situent à un niveau moyen ou inférieur à la moyenne et correspondent aux résultats portant sur l'ouverture culturelle qui sont en dessous de la moyenne. Enfin, en dépit de résultats moyens pour l'expression et la création artistiques et la participation culturelle en ligne, les résultats inférieurs à la moyenne en matière d'intérêt porté aux autres cultures et d'étudiants des arts font baisser les résultats de la dimension civique du domaine culturel.

Danemark

Le Danemark fait partie des deux meilleurs pays dans les domaines de la culture et de la démocratie. Cependant, l'avantage relatif du pays dans les différentes dimensions de la culture est variable. La dimension civique, par exemple, a obtenu des résultats nettement au-dessus de la moyenne, avec de très bons résultats pour les mesures visant à encourager la participation culturelle, notamment la participation culturelle passive en ligne et hors ligne, l'expression et la création artistiques et l'engagement citoyen. En général, les résultats du Danemark pour la dimension économique sont également bien supérieurs à la moyenne, même si la taille globale de l'infrastructure culturelle et les résultats relatifs aux biens immatériels sont plus proches de la moyenne. Enfin, même si les résultats des dépenses publiques pour la culture et la politique d'éducation culturelle sont largement au-dessus de la moyenne, la composante de la politique culturelle affiche des résultats inférieurs à la moyenne pour la législation relative aux financements et fait baisser les résultats de la dimension politique.

Estonie

L'Estonie a obtenu des résultats bien au-dessus de la moyenne des Etats membres du Conseil de l'Europe de l'échantillon dans les domaines de la culture et de la démocratie. Les résultats des quatre dimensions du domaine de la culture et de leurs différentes composantes révèlent des disparités derrière cette moyenne globale. Par exemple, dans la dimension économique, les résultats relatifs à la taille et à la production de l'industrie culturelle ont permis de dépasser la moyenne. Inversement, dans la dimension de la liberté et de l'égalité, les résultats sont inférieurs à la moyenne : les résultats inférieurs à la moyenne pour les mesures publiques visant à favoriser l'égalité ont fait baisser les résultats proches de la moyenne concernant l'égalité d'accès à la culture. Dans la dimension politique du domaine de la culture, l'Estonie a rencontré de nombreuses difficultés, surtout à cause de son niveau faible d'ouverture culturelle et d'un financement de la culture insuffisant.

Finlande

Dans les deux domaines de la culture et de la démocratie, les résultats globaux de la Finlande se situent bien au-dessus de la moyenne et sont supérieurs à ceux de la plupart des autres pays. Dans le domaine de la culture, le résultat bien supérieur à la moyenne de la dimension civique est lié aux résultats exceptionnellement élevés de l'expression artistique et de la participation culturelle passive, bien que les résultats relatifs à l'intérêt porté aux autres cultures et l'engagement citoyen non politique soient plus proches de la moyenne. Plus proches de la moyenne de l'échantillon, les résultats de la dimension économique mêlent des résultats élevés, par exemple au niveau de la taille de l'industrie de la création, et faibles, comme pour la production de l'industrie culturelle. Dans le domaine de la démocratie, les résultats sont supérieurs, voire bien supérieurs à la moyenne dans les quatre dimensions, en particulier en ce qui concerne les politiques et l'Etat de droit, malgré la présence de quelques exceptions.

France

Les résultats de la France dans le domaine de la culture ont tendance à se situer bien au-dessus de la moyenne. Le très bon résultat obtenu pour la dimension de la liberté et de l'égalité reflète à la fois l'existence de mesures visant à promouvoir l'égalité et une égalité effective. Le résultat très supérieur à la moyenne de la France pour la dimension politique est influencé par un résultat élevé pour ce qui est de la politique d'éducation culturelle, mais atténué par des dépenses publiques pour la culture légèrement en dessous de la moyenne et un résultat en dessous de la moyenne pour l'ouverture culturelle. En ce qui concerne la dimension économique de la culture, la France obtient un résultat bien supérieur à la moyenne pour ce qui est de la taille de son infrastructure culturelle, mais plus proche de la moyenne pour ce qui est des biens immatériels. Enfin, concernant la dimension civique, le résultat inférieur à la moyenne obtenu pour l'intérêt porté aux autres cultures est contrebalancé par des résultats supérieurs à la moyenne en expression et création artistique, et pour la participation culturelle en ligne.

Allemagne

Dans le domaine de la culture, l'Allemagne obtient des résultats supérieurs à la moyenne globalement et pour ce qui des dimensions politique et de la liberté et de l'égalité, mais reste proche de la moyenne pour ce qui est des dimensions civique et économique. Le résultat élevé pour la dimension civique est lié à de bons résultats en expression artistique et pour ce qui est de l'intérêt porté aux autres cultures, mais atténué par un résultat inférieur à la moyenne pour la participation culturelle en ligne. Pour la dimension économique, la taille de l'infrastructure culturelle de l'Allemagne est supérieure à la moyenne, mais son industrie culturelle est plus réduite que la moyenne de l'échantillon. Le bon résultat obtenu pour la dimension politique est lié à des résultats au-dessus de la moyenne pour l'indicateur de législation relative au financement culturel et la composante d'ouverture culturelle, mais atténué par des résultats inférieurs à la moyenne pour les indicateurs de financement direct de la culture et de politique d'éducation culturelle. Le résultat global de l'Allemagne dans le domaine de la démocratie se situe au-dessus de la moyenne.

Grèce

Les résultats globaux de la Grèce dans les domaines de la culture et de la démocratie sont inférieurs à la moyenne de l'échantillon. Pour ce qui est de la dimension civique de la culture, les résultats obtenus pour presque tous les indicateurs sont bien en dessous de la moyenne, en particulier en ce qui concerne la participation culturelle passive. Bien que, pour ce qui est de la dimension économique, la taille de l'industrie culturelle de la Grèce soit largement en dessous de la moyenne, ses résultats sont beaucoup plus proches de la moyenne de l'échantillon. En ce qui concerne la dimension politique, malgré le résultat supérieur à la moyenne obtenu pour la législation relative au financement de la culture, le résultat bien inférieur à la moyenne dans le domaine de l'ouverture culturelle fait passer le résultat de la Grèce en dessous de la moyenne.

Hongrie

Derrière le résultat inférieur à la moyenne obtenu par la Hongrie dans le domaine de la culture se cachent des résultats assez disparates pour les quatre dimensions qui composent ce domaine. Le résultat très inférieur à la moyenne obtenu pour la dimension civique, par exemple, est en grande partie dû à l'évaluation de la participation culturelle en ligne et aux faibles résultats obtenus en expression et création artistiques. Pour ce qui est de la dimension de la liberté et de l'égalité, bien que l'évaluation de l'égalité d'accès à la culture donne un résultat supérieur à la moyenne, l'absence de mesures publiques pour promouvoir l'égalité fait chuter le résultat global largement en dessous de la moyenne. Le résultat inférieur à la moyenne obtenu en ce qui concerne la dimension politique reflète, d'une part, un résultat bien en dessous de la moyenne pour ce qui est du financement de la culture et, d'autre part, un résultat inférieur à la moyenne en politique d'éducation culturelle. La dimension économique affiche les meilleurs résultats : bien que la taille de l'industrie et de l'infrastructure culturelles de la Hongrie soit relativement réduite, le résultat du pays en termes de production industrielle porte le résultat global pour cette dimension à un niveau proche de la moyenne.

Irlande

Le résultat global de l'Irlande dans le domaine de la culture se situe légèrement au-dessus de la moyenne, de même que son résultat dans le domaine de la démocratie. Malgré la taille relativement réduite de l'industrie culturelle du pays, sa production et ses biens immatériels portent le résultat pour la dimension économique largement au-dessus de la moyenne. En revanche, dans le domaine de la culture, la dimension politique affiche des résultats proches de la moyenne ou inférieurs à celle-ci pour la plupart des composantes, bien que le résultat pour ce qui est de législation relative au financement de la culture se situe au-dessus de la moyenne. Pour la dimension civique, un fort engagement citoyen et des résultats au-dessus de la moyenne en expression artistique et en participation culturelle passive ont contribué à compenser des résultats inférieurs à la moyenne pour ce qui est de la participation en ligne et de l'intérêt porté aux autres cultures. En ce qui concerne la dimension de la liberté et de l'égalité (domaine de la culture), le relatif manque de mesures visant à promouvoir l'égalité fait tomber le résultat à un niveau proche de la moyenne.

Italie

Le résultat global de l'Italie dans le domaine de la culture se situe en dessous de la moyenne, avec des résultats variables entre les quatre dimensions définies pour ce domaine. D'une part, en ce qui concerne la dimension de la liberté et de l'égalité, les résultats pour l'accès à la culture et les mesures publiques en faveur de l'égalité sont supérieurs à la moyenne. D'autre part, les résultats de l'Italie pour ce qui est de l'expression artistique et de la participation en ligne sont inférieurs à la moyenne, ce qui porte le résultat de la participation culturelle et donc de la dimension civique à un niveau très inférieur à la moyenne. L'industrie culturelle italienne a une taille inférieure à la moyenne, mais sa production se situe exactement au niveau de la moyenne ; le résultat inférieur à la moyenne obtenu en ce qui concerne les biens immatériels fait passer le résultat de la dimension économique en dessous de la moyenne.

Lettonie

La Lettonie obtient un résultat au-dessus de la moyenne pour la culture mais en dessous de la moyenne dans le domaine de la démocratie. Dans le domaine de la culture, la dimension économique semble être le point fort de la Lettonie, dont l'industrie culturelle obtient des résultats supérieurs à la moyenne en termes de taille et de production. En revanche, pour ce qui est de la dimension politique, le résultat supérieur à la moyenne obtenu pour le financement culturel côtoie des résultats très en dessous de la moyenne en ce qui concerne la politique d'éducation culturelle, ce qui fait passer le résultat global pour cette dimension légèrement en dessous de la moyenne. Concernant la dimension civique, malgré des résultats très supérieurs à la moyenne pour ce qui est de l'intérêt porté aux autres cultures et de la participation culturelle passive, les résultats inférieurs à la moyenne pour presque tous les autres indicateurs donnent un résultat global pour la dimension civique qui ne se situe que légèrement au-dessus de la moyenne.

Lituanie

Les résultats de la Lituanie dans les domaines de la culture et de la démocratie sont inférieurs à la moyenne. En ce qui concerne la culture, la dimension de la liberté et de l'égalité et celle de l'économie semblent être les plus performantes, avec des résultats qui se situent au-dessus de la moyenne. La taille importante de l'industrie culturelle a pesé sur les résultats de la dimension économique. *A contrario*, pour la dimension civique, les résultats sont en dessous de la moyenne, excepté en ce qui concerne la participation culturelle en ligne et hors ligne et l'intérêt porté aux autres cultures. Le résultat cumulé pour la dimension politique se situe largement en dessous de la moyenne, du fait des faibles résultats obtenus en ouverture culturelle et en politique d'éducation culturelle.

Luxembourg

Le Luxembourg se place largement au-dessus de la moyenne pour les deux domaines : culture et démocratie. Derrière ces résultats globaux, toutefois, se cachent des résultats disparates. Dans le domaine de la culture, les résultats très supérieurs à la moyenne obtenus pour la dimension civique sont surtout le reflet de résultats élevés en participation. Concernant le domaine économique, l'industrie culturelle du Luxembourg possède une taille moyenne, mais ses résultats en matière de production culturelle et de biens immatériels sont largement au-dessus de la moyenne. Pour ce qui est de la dimension politique, le résultat de la politique culturelle est inférieur à la moyenne, mais l'ouverture culturelle fait passer le résultat cumulé au-dessus de la moyenne.

Malte

Parmi les quatre dimensions du domaine de la culture, la dimension civique semble être le point fort de Malte, avec des résultats supérieurs à la moyenne. En effet, les indicateurs de la participation culturelle sont généralement au-dessus de la moyenne, même si les résultats relatifs aux étudiants en art, inférieurs à la moyenne, ont fait baisser le résultat global de la dimension civique pour atteindre une valeur plus proche de la moyenne de l'échantillon. Pour la dimension politique, en revanche, la tendance générale est largement inférieure aux résultats moyens, à l'exception des résultats relatifs à la politique d'éducation culturelle. La même tendance se dégage nettement pour la dimension économique, mais avec des résultats au-dessus de la moyenne concernant la taille de l'infrastructure culturelle et les biens immatériels.

Moldova

Les résultats de la Moldova sont mitigés, ceux du domaine de la culture étant supérieurs à ceux du domaine de la démocratie, même si les deux domaines se situent en dessous de la moyenne. En ce qui concerne le domaine de la culture, les résultats les plus élevés sont ceux de la dimension politique, avec des résultats supérieurs à la moyenne pour le financement culturel direct et l'ouverture culturelle. Dans la dimension économique du domaine de la culture, les résultats nettement supérieurs à la moyenne des biens immatériels ont été neutralisés par la petite taille de l'industrie et de l'infrastructure culturelles.

Pays-Bas

Dans le domaine de la culture, les Pays-Bas sont en haut du classement. Pour la dimension civique de la culture, le pays se situe bien au-dessus de la moyenne, en particulier pour l'expression artistique et la participation culturelle passive. De plus, bien que les résultats en matière d'engagement citoyen le situent parmi les plus élevés des pays de l'IFCD (Cadre d'indicateurs sur la culture et la démocratie), ceux relatifs aux étudiants en art sont inférieurs à la moyenne. Dans les trois autres dimensions du domaine de la culture (liberté et égalité, politique et économique), les résultats sont aussi supérieurs à la moyenne. Les résultats du domaine de la démocratie sont, comme pour le domaine de la culture, supérieurs à la moyenne, avec des résultats particulièrement élevés dans la dimension de la liberté et de l'égalité.

Norvège

Les résultats de la Norvège dans le domaine de la démocratie sont parmi les plus élevés, en particulier pour ce qui a trait à la dimension de l'Etat de droit et la dimension politique. En ce qui concerne le domaine de la culture, le résultat global est plus faible mais reste supérieur à la moyenne. Les résultats élevés de la dimension de la liberté et de l'égalité et de la dimension civique, en particulier ceux de la composante de la participation culturelle passive, contrastent avec résultats inférieurs à la moyenne dans la dimension politique, notamment à cause de la législation culturelle relative au financement, qui semble défavorable.

Pologne

Dans le domaine de la culture, la Pologne est globalement bien en dessous de la moyenne, surtout à cause de la dimension civique. Tous les indicateurs de cette dimension présentent des valeurs bien inférieures à celles des autres pays de l'échantillon. Pour la dimension économique, les résultats des biens immatériels, de la production de l'industrie culturelle et de la taille de cette dernière, relativement petite, sont en dessous de la moyenne. Malgré les résultats au-dessus de la moyenne ou juste à la moyenne pour la législation relative au financement et les dépenses liées à la culture, les résultats inférieurs à la moyenne pour l'ouverture culturelle et la politique d'éducation culturelle font baisser les résultats de la dimension politique.

Portugal

Le résultat global du Portugal dans le domaine de la culture est en dessous de la moyenne, celui du domaine de la démocratie se situe juste à la moyenne. Une analyse détaillée du domaine de la culture révèle que, dans la dimension politique, les résultats supérieurs à la moyenne en matière d'ouverture culturelle et de politique d'éducation culturelle coexistent avec des résultats inférieurs à la moyenne en ce qui concerne le financement culturel réel et le soutien législatif dont il bénéficie. Dans la dimension économique, à la taille relativement petite de l'industrie culturelle et à la faible production de cette dernière s'ajoute encore la taille inférieure à la moyenne de l'infrastructure culturelle. Dans la dimension de la liberté et de l'égalité, les résultats proches de la moyenne sont le signe à la fois de l'existence de mesures publiques visant à promouvoir l'égalité et du niveau plus faible d'efficacité réelle. Enfin, dans la dimension civique, les résultats supérieurs à la moyenne concernant les étudiants en art ne suffisent pas à compenser les résultats inférieurs à la moyenne des autres indicateurs de participation culturelle.

Roumanie

En ce qui concerne les résultats globaux, la Roumanie se situe dans le tiers inférieur tant dans le domaine de la culture que dans celui de la démocratie. Elle est bien en dessous de la moyenne dans toutes les dimensions de la culture à l'exception de celle de la liberté et de l'égalité, dans laquelle elle a obtenu des résultats plus proches de la moyenne. Les résultats faibles dans la dimension économique s'expliquent surtout par la taille et la production de l'industrie culturelle. Il est à noter que la Roumanie a obtenu des résultats relativement élevés pour l'indicateur de la législation relative au financement de la culture, même si le niveau réel d'investissement public dans la culture est assez bas.

Serbie

Alors que, dans le domaine de la démocratie, les résultats globaux inférieurs à la moyenne cachent des disparités intéressantes, pour ce qui est du domaine de la culture, les faibles résultats globaux correspondent bien aux résultats des quatre dimensions. Par exemple, le résultat inférieur à la moyenne dans la dimension économique est dû à la petite taille et à la faible production de l'industrie culturelle, ainsi qu'au manque de biens immatériels. De plus, en ce qui concerne la dimension de la liberté et de l'égalité, les résultats en dessous de la moyenne proviennent notamment de l'absence de mesures publiques visant à promouvoir l'égalité. Un examen plus approfondi permet d'observer que, même si les résultats de l'indicateur portant sur les étudiants en art sont plus proches de la moyenne, le niveau bas de la participation culturelle passive et de l'expression et de la création artistique fait baisser les résultats de la dimension civique.

Slovaquie

La Slovaquie se situe dans la moitié inférieure tant dans le domaine de la culture, à cause de ses résultats dans la dimension économique, que dans celui de la démocratie, du fait de ses résultats dans la dimension de l'Etat de droit. La taille de l'industrie et de l'infrastructure culturelles est inférieure à la moyenne. Cela peut surprendre, étant donné l'environnement qu'offre la Slovaquie aux entreprises culturelles, en soutenant la diversité culturelle davantage que bon nombre d'autres pays et en donnant des possibilités de financement relativement bonnes pour les entreprises.

Slovénie

La Slovénie se situe juste à la moyenne dans le domaine de la culture et légèrement au-dessus de la moyenne dans le domaine de la démocratie. Les résultats globaux du domaine de la culture sont stimulés par les résultats des dimensions politique et économique. Ils auraient été encore plus élevés s'ils n'avaient pas été affaiblis par la dimension civique et la dimension de la liberté et de l'égalité. L'expression artistique, l'engagement citoyen et la taille de l'industrie culturelle sont les points forts de la Slovénie, tandis que la créativité en ligne et les étudiants en art sont des domaines dans lesquels la participation n'est pas aussi forte.

Espagne

Dans le domaine de la culture, l'Espagne se situe dans le tiers supérieur. En revanche, elle est légèrement en dessous de la moyenne dans le domaine de la démocratie. L'Espagne est le premier pays dans la dimension politique grâce à une politique d'éducation culturelle excellente et à un investissement public dans la culture généreux. Les étudiants d'Espagne suivent bien plus souvent des cours d'arts que les étudiants de la plupart des autres pays de l'IFCD. Ces résultats contrastent fortement avec les résultats inférieurs à la moyenne qu'a obtenus l'Espagne pour l'indicateur de la participation culturelle passive.

Suède

La Suède a reçu le résultat global le plus élevé dans le domaine de la culture et fait partie des trois premiers pays dans le domaine de la démocratie. Elle présente des résultats élevés dans toutes les dimensions culturelles et leurs composantes sauf dans la dimension de la liberté et de l'égalité. Par exemple, les résultats de la Suède pour les indicateurs de la participation culturelle passive et de l'expression artistique sont très élevés, tandis que, pour l'égalité d'accès aux sites et aux événements culturels, le pays est bien en dessous de la moyenne. De plus, la Suède dispose d'une industrie culturelle très compétitive comme en attestent les résultats de la production de l'industrie culturelle et les indicateurs de la taille du secteur culturel.

Suisse

Les résultats globaux de la Suisse, aussi bien dans le domaine de la culture que celui de la démocratie, la placent parmi les dix meilleurs pays de l'IFCD. Dans le domaine de la culture, elle est bien au-dessus de la moyenne pour les dimensions civique, économique et de la liberté et de l'égalité, notamment dans les composantes de la participation culturelle, de l'industrie culturelle et de l'infrastructure culturelle. La Suisse est première pour les indicateurs de mesures publiques visant à promouvoir l'égalité et de participation culturelle passive. Les résultats plus faibles de la dimension politique, en particulier en ce qui concerne l'ouverture culturelle du pays, apportent toutefois une légère nuance à ces résultats élevés.

« L'ex-République yougoslave de Macédoine »

Bien que les résultats globaux de « l'ex-République yougoslave de Macédoine » dans les deux domaines soient inférieurs à la moyenne, les résultats obtenus pour les différentes dimensions et composantes sont assez disparates. Pour ce qui est du domaine de la culture, par exemple, le résultat proche de la moyenne obtenu pour la dimension politique n'a pas permis de compenser les résultats très inférieurs à la moyenne obtenus dans les trois autres dimensions. Pour la dimension civique, les résultats élevés obtenus en ce qui concerne l'engagement citoyen et l'intérêt porté aux autres cultures sont atténués par les résultats inférieurs à la moyenne obtenus pour tous les autres indicateurs de participation. En outre, en ce qui concerne la dimension économique, la taille relativement réduite de l'industrie culturelle et une production culturelle en dessous de la moyenne contribuent à donner un résultat largement inférieur à la moyenne.

Turquie

Bien que, dans les domaines de la culture et de la démocratie, les résultats globaux de la Turquie soient parmi les plus faibles de l'échantillon, elle présente des résultats supérieurs à la moyenne pour un certain nombre d'indicateurs comme la production de l'industrie culturelle, le soutien et la promotion de la diversité culturelle et les étudiants en art. Dans la dimension civique du domaine de la culture, les résultats bien inférieurs à la moyenne sont le reflet du niveau faible de l'engagement citoyen et de la créativité en ligne. Malgré les résultats supérieurs à la moyenne de l'industrie culturelle, la petite taille de cette dernière a largement contribué à faire passer le résultat global de la dimension économique en dessous de la moyenne.

Ukraine

L'Ukraine se situe en dessous de la moyenne des résultats globaux dans les deux domaines de la culture et de la démocratie. Pour ce qui est de la dimension politique, les résultats supérieurs à la moyenne s'expliquent surtout par les résultats élevés dans la composante de l'ouverture culturelle et pour l'indicateur de la législation relative au financement culturel. Pour la dimension économique et celle de la liberté et de l'égalité, les résultats moins élevés sont dus à la taille relativement réduite de l'infrastructure culturelle, à la faible production de l'industrie culturelle et au manque de mesures publiques visant à promouvoir l'égalité dans le secteur culturel.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni arrive en haut du classement dans les deux domaines de la culture et de la démocratie, avec notamment des résultats élevés dans la dimension politique. Les résultats élevés de l'indicateur de la production de l'industrie culturelle et la taille importante de l'infrastructure culturelle reflètent la force de l'industrie culturelle du pays. Dans la dimension politique du domaine de la culture, ses résultats élevés, en particulier en matière de législation relative au financement culturel et de politique d'éducation culturelle, confirment les résultats globaux du pays dans le domaine de la culture. Pour les indicateurs d'ouverture culturelle et l'égalité d'accès aux sites et aux événements culturels, les résultats proches de la moyenne sont donc inférieurs à ceux des autres indicateurs.